République du Tchad

nistère du Pétrole, des Mines et de la Géologie

crétaire d'Etat au Pétrole Chargé des Mines
de la Géologie

mité Chargé de Faire la Situation Globale des Textes Miniers, des
rmis et Autorisations, des Acteurs en Charge du Recouvrement des
Recettes Minières et des Frais d'Appui Institutionnel et de Formation
s Sociétés Minières et des Carrières

Unité -Travail -Progrès

تقدم –عمل – وحدة

جمهورية تشاد

وزارة البترول، المناجم والجيولوجيا

أمانة الدولة للبترول المكلفة بالمناجم والجيولوجيا

RAPPORT DEFINITIF DU COMITE DE REVUE DES TEXTES MINIERS ET DE CONTROLE DES TITRES MINIERS ET AUTORISATIONS DIVERSES

JUILLET- NOVEMBRE 2024

N'DJAMENA-TCHAD

TABLE DES MATIERES

I- INTRODUCTION GENERALE 3

II- METHODOLOGIE 4

III- SITUATION DES TITRES MINIERS ET AUTORISATIONS DIVERSES AVANT CONTROLE 5

III-1- SUBSTANCES DES MINES 5

III-2- SUBSTANCES DES CARRIERES 8

IV- TEXTES LEGISLATIFS ET REGLEMENTAIRES DU SECTEUR MINIER 13

V- NOUVELLE PROCEDURE ADMINISTRATIVE D'OCTROI DES TITRES MINIERS ET AUTORISATIONS DIVERSES 14

V-1- SUBSTANCES DES MINES : MINISTERE EN CHARGE DES MINES/SONEMIC 14

V-2- SUBSTANCES DES CARRIERES : MINISTERE EN CHARGE DES MINES 14

VI- NOUVELLE PROCEDURE DE LIQUIDATION ET DE RECOUVREMENT DES RECETTES MINIERES 16

VI-1- SUBSTANCES DES CARRIERES : MINISTERE EN CHARGE DES MINES 16

VI-2- SUBSTANCES DES MINES : SONEMIC 17

VII- SITUATION DES TITRES MINIERS ET AUTORISATIONS DIVERSES APRES CONTROLE AVEC PROPOSITION DES MESURES 21

VII-1- SUBSTANCES DES MINES 21

VII-2- SUBSTANCES DES CARRIERES 23

VIII- PROPOSITION D'UN MECANISME DE CONTROLE TECHNIQUE ET ADMINISTRATIF 25

IX- PROPOSITION D'UN MECANISME DE SUIVI ET RECOUVREMENT DES FRAIS DE FORMATION ET APPUI INSTIUTIONNEL 26

X- CONCLUSION 28

XI- RECOMMANDATIONS 30

XII- ANNEXES 32

XIII- TABLEAUX 32

I- INTRODUCTION GENERALE

Dans le cadre du processus d'assainissement du secteur minier et de la mise en application effective du Code Minier ainsi que ses textes d'application, il a été mis en place par Arrêté N°002/PR/MPMG/SEMG/IG/2024 du 26 juin 2024 du Secrétaire d'Etat au Pétrole, chargé des Mines et de la Géologie, un Comité chargé de faire la situation globale :

- Des titres miniers et autorisations diverses (Mines et Carrières) ;
- Des acteurs en charge du recouvrement des recettes minières ;
- Des recettes minières perçues et dues ;
- Des frais d'appui institutionnel et de formations des sociétés minières et des carrières.

Le Comité a pour missions spécifiques de :

- Faire la situation globale des titres miniers et autorisations en cours de validité et expirés (Mines et Carrières) ;
- Faire la revue de tous les actes législatifs et réglementaires en vigueur dans le secteur minier au Tchad et clarifier la responsabilité des acteurs concernés ;
- Examiner et statuer sur tous les titres miniers et autorisations octroyés ou renouvelés après la parution du décret 3039 du 17 octobre 2023 ;
- Rappeler les nouvelles procédures d'octroi des permis et autorisations par les différents acteurs conformément aux textes en vigueur ;
- Rappeler les nouvelles dispositions de liquidation et de recouvrement des recettes minières conformément au décret 3039 du 17 octobre 2023 ;
- Proposer un mécanisme de contrôle technique et administratif régulier des activités minières sur l'ensemble du territoire national entre la SONEMIC et l'Inspection technique du Ministère en charge des Mines et de la Géologie ;
- Faire le point sur l'état des paiements des engagements financiers des sociétés minières vis-à-vis du Ministère en charge des mines conformément à leurs engagements contractuels ;
- Proposer un mécanisme de suivi et de recouvrement des frais de formation et d'appui institutionnel du Ministère en charge des Mines ;
- Faire des recommandations claires et pertinentes au Ministère en charge des Mines et de la Géologie avec des dispositions à prendre pour la résolution définitive des difficultés de mise en application des textes en vigueur, pour les actes octroyés en violation des textes et pour le cas des Sociétés n'ayant pas respectés leurs engagements ;
- Produire et déposer son rapport aux Chefs du Départements en Charge des Mines et de la Géologie pour prise de décision.

Le présent rapport met en exergue la méthodologie de travail qui a été adoptée par le Comité, présente la situation globale à l'état brut des titres miniers et autorisations octroyés. Il passe en revue l'ensemble des textes législatifs et réglementaires du secteur minier en vigueur, rappelle la nouvelle procédure administrative d'octroi des titres et de recouvrement des recettes minières par les différents acteurs concernés. Il fait une seconde présentation de la situation des titres miniers après contrôle administratif, technique, financier et fiscal, avant de proposer au Ministre en charge des Mines des recommandations pour chaque bénéficiaire de titre puis des mécanismes efficaces de contrôle technique et administratif régulier des activités minières sur l'ensemble du territoire national entre la SONEMIC et l'Inspection technique du Ministère de tutelle.

II- METHODOLOGIE

Après sa première séance de travail tenue en date du lundi 1er juillet 2024 dans la salle de réunion du Cabinet du Ministre Secrétaire d'Etat au Pétrole en charge des Mines et de la Géologie, sous la présidence de son Président Mr MAHAMAT ADEF ADAM et son adjoint Mr ABDELKERIM CHARFADINE, le Comité suivant les missions qui lui sont confiées à l'article N°2 de l'arrêté N°002 portant sa mise en place, il a été décidé de repartir les travaux du Comité en 4 équipes.
A ce titre, les 4 équipes ci-dessous sont constituées avec des tâches précises, il s'agit de :

Equipe 1 : chargée de :

- Faire la situation des titres miniers et autorisations des mines en cours et expirés ;
- Proposer un mécanisme de contrôle technique et administratif régulier des mines sur l'ensemble du territoire national entre la SONEMIC et l'Inspection technique du Ministère.

Elle a pour membres :

- Souleyman Eli Guihinimi, Directeur Cadastre Minier, Président ;
- Mahamat Aboubakar, Directeur des Activités Minières de la SONEMIC, Rapporteur ;
- Sing-yabo Yehoussoube, Directeur Adjoint des Mines, membre ;
- Asbagui Batno, Ingénieur SONEMIC, membre ;
- Abdulrazikh Abderaman, Ingénieur SONEMIC, membre.

Equipe 2 : chargée de :

- Faire la situation des titres miniers et autorisations des carrières en cours et expirés ;
- Proposer un mécanisme de contrôle technique et administratif régulier des carrières sur l'ensemble du territoire national entre la SONEMIC et l'Inspection technique du Ministère.

Elle a pour membres :

- Khala Djida Seid, Directeur Géneral Adjoint de Recherche Géologique, Président ;
- Kagonbe Taourou, Inspecteur Technique chargé des Mines et de la Géologie, Rapporteur ;
- Hissein Rakhis Tchalé, Conseiller en charge des Mines et de la Géologie, membre ;
- Karima Al-Hissein Ali, Ingénieure SONEMIC, membre ;

Equipe 3 : chargée de :

- Faire la situation des textes miniers en vigueur ;
- Rappeler les nouvelles procédures d'octroi des permis et autorisations par les différents acteurs conformément aux textes en vigueur ;
- Rappeler les nouvelles dispositions de liquidation et de recouvrement des recettes minières conformément aux textes en vigueur.

Elle a pour membre :

- Khadidja Hassane Abdoulaye, Directrice Générale Adjointe SONEMIC, Présidente ;
- Margargue Florence Moussa, Conseillère Juridique, rapporteuse ;
- Siddick Sougui Lony, Directeur Etudes Juridique et du Contentieux, membre ;
- Charfadine Ardja Ismail, Coordinateur du Guichet Unique de la SONEMIC, membre.

Equipe 4 : chargée de :

- Faire le point sur l'état des paiements des engagements financiers des sociétés minières vis-à-vis du ministère en charge des mines conformément à leurs engagements contractuels ;
- Proposer un mécanisme de suivi et de recouvrement des frais de formation et d'appui institutionnel du ministère en charge des mines.

Elle a pour membres :

- Ganota Michel, Directeur des Etudes Economiques et fiscales, Président ;
- Barka Hlona Opportun, Ingénieur SONEMIC, Rapporteur ;
- Moctar Sow, Conseiller en charge d'investissement, membre ;
- Mahamat Saleh Sanoussi, Inspecteur Technique chargé des Affaires Administratives, Financières et du Matériels, membre.

Après plusieurs semaines de travail, chaque équipe a restitué les résultats de ses travaux à la coordination qui, après correction a validé pour soumettre un rapport provisoire des activités du comité aux hautes autorités en charge du département. Puis deux (2) sous-comités ont été mis sur pied pour compléter le travail par le contrôle physique des actes et dossiers auprès des différents bénéficiaires pour terminer les analyses et soumettre le présent rapport définitif.

III- SITUATION DES TITRES MINIERS ET AUTORISATIONS DIVERSES AVANT CONTROLE

III-1- SUBSTANCES DES MINES

Conformément au Code Minier et ses textes d'application, la recherche et l'exploitation des substances des mines sont autorisées par les permis et autorisations ci-dessous :

1. Permis de Recherche (4 ans) ;
2. Permis d'Exploitation semi industrielle (10 ans) ;
3. Permis d'Exploitation Industrielle (20 à 25 ans) ;
4. Autorisation de Prospection (1 an) ;
5. Autorisation d'Exploitation Artisanale Traditionnelle (1 an) ;
6. Autorisation d'Exploitation Artisanale Semi mécanisée (1 à 3 ans) ;
7. Autorisation d'Exploitation des Rejets (2 à 3 ans) ;
8. Autorisation d'Exploitation Semi-Industrielle (3 à 5 ans).

OBLIGATIONS FISCALES ET FINANCIERES DES BENEFICIAIRES DES ACTES DES MINES

Conformément au Code Minier et ses textes subséquents, les bénéficiaires des titres miniers et autorisations des substances des mines doivent répondre à des obligations fiscales et financières dont les montants sont fixés par la Loi des finances et/ou les textes réglementaires et les conventions selon la nature de leur acte et tout au long de sa validité : à l'octroi du titre, pendant la production et à la fin de chaque année.

1. Permis de Recherche : **Droits fixes d'octroi/ Redevance superficiaire/ Appui institutionnel et frais de formation ;**

2. Permis d'Exploitation semi industrielle : **Droits fixes d'octroi/ Redevance superficiaire/ Taxe ad valorem/ Part gratuite de 12.5% de l'Etat/ Appui institutionnel et frais de formation ;**

3. Permis d'Exploitation Industrielle : **Droits fixes d'octroi/ Redevance superficiaire/ Taxe ad valorem/ Part gratuite de 12.5% de l'Etat/ Appui institutionnel et frais de formation ;**

4. Autorisation de Prospection : **Droits fixes d'octroi/ Redevance superficiaire ;**

5. Autorisation d'Exploitation Artisanale Traditionnelle **: Droits fixes Carte d'accès au couloir d'orpaillage/ Taxe ad valorem/ Caution environnementale ;**

6. Autorisation d'Exploitation Artisanale Semi mécanisée **: Droits fixes Carte d'accès au couloir d'orpaillage/ Taxe ad valorem/ Caution environnementale ;**

7. Autorisation d'Exploitation des Rejets **: Droits fixes d'octroi/ Redevance superficiaire/ Droits fixes Carte d'accès au couloir d'orpaillage/ Taxe ad valorem/ Caution environnementale.**

A la suite de la collecte des données et examen préliminaire des actes, la situation actuelle des titres miniers et autorisations relatifs aux substances des mines se résume dans le tableau ci-après :

Tableau 1: récapitulatif des titres miniers et des autorisations des substances des mines

N°	Type	Valide	Expirée	Acte non retrouvé	Total
1	Permis de Recherche (PR)	46	53	**9**	108
2	Permis d'Exploitation Semi-Industrielle (PESI)	14	0	**0**	14
3	Permis d'Exploitation Industrielles (PEI)	14	0	**3**	17
4	Autorisation d'Exploitation Artisanale Traditionnelle (AEAT)	3	21	**1**	25
5	Autorisation d'Exploitation Artisanale Semi-Mécanisée (AEASM)	53	25	**2**	80
6	Autorisation d'Exploitation des Rejets (AER)	18	2	**0**	20
7	Autorisation Prospection (AP)	6	23	**2**	31
8	Autorisation d'Exploitation Semi-Industrielle (AESI)	3	37	**11**	51
	TOTAL	**157**	**161**	**28**	**346**

« la situation détaillée de tous les titres miniers et autorisations avec les noms des sociétés bénéficiaires est jointe en annexe 2 du présent rapport ».

ANALYSE PRELIMINAIRE DES ACTES DES MINES ET PREMIERS CONSTATS

1. Permis de Recherche

- On enregistre 108 dont 46 actes valides, 53 expirés et 9 actes non retrouvés.
- Sur les 46 permis de recherche valides, 39 détiennent des quittances de paiement des droits et redevance de 1ere année uniquement, une société nommée « Ishtar Berlin » a payé seulement les droits fixes mais pas la redevance superficiaire et 06 actes ne détiennent aucune quittance. Beaucoup n'ont pas renouvelé le paiement de la redevance superficiaire et ni versés les frais de formation et appui institutionnel.
- Sur les 53 permis de recherche expirés 39 s'étaient partiellement acquittés de leur engagement (redevance superficiaire et droits fixes) de la 1ere année. La régularisation des engagements annuels fiscaux et financiers est prévue durant la période de convocation des sociétés pour contrôle exhaustif.

2. **Permis d'Exploitation semi industrielle**

- On enregistre 14 tous valides.
- Il est à constater dans le tableau détaillé des actes joint en annexe 2 que sur les 14 actes valides certaines sociétés ne paient pas le bon montant dû en termes de droits et taxes conformément à la Loi de Finances en vigueur (Loi N°033/PR/2016 pour l'exercice 2017) et en l'occurrence la société Kessaya. Certaines sociétés ne détiennent même pas de quittance et feront l'objet de régularisation à la phase de contrôle physique sous peine de sanction. D'autres n'ont pas renouvelé le paiement de la redevance superficiaire et ni versés les frais de formation et appui institutionnel. Aucune société n'a cédé effectivement les 12.5% de l'Etat dans le capital-actions de leur société. Les paiements mensuels de la taxe ad valorem qui est fonction de la production seront déterminés et vérifiés au contrôle.

NB : Il est important de rappeler que conformément aux dispositions de l'article 87 du Code Minier qu'aucun permis d'exploitation semi industrielle ne peut être attribué sans octroi préalable d'un permis de recherche. Il est à noter ici que sur les 14 bénéficiaires de permis d'exploitation semi-industrielle aucune société n'a obtenu antérieurement un permis de recherche. On note ici un vice de procédure.

3. **Permis d'Exploitation Industrielle**

- On enregistre 17 dont 14 actes valides, 0 expiré et 3 actes non retrouvés.
- Les montants des droits fixes et redevance superficiaire de la 1ere année payés par les 14 sociétés ayant des actes valides ne sont pas conformes à la loi de finance 033/PR/2016 pour l'exercice 2017. Par conséquent, elles doivent se conformer à ladite loi sous peine de sanction. Presque tous les bénéficiaires ont payé un montant dérisoire de 2 millions au lieu de 10 millions comme prévoient les textes en vigueur. Ils n'ont tous pas renouvelé le paiement de la redevance superficiaire et ni versés l'intégralité des frais de formation et appui institutionnel dus. Aucune société n'a cédé effectivement les 12.5% de l'Etat dans le capital-actions de leur société. Les paiements mensuels de la taxe ad valorem qui est fonction de la production seront déterminés et vérifiés au contrôle.

4. **Autorisation de Prospection**

- On enregistre 31 dont 6 actes valides, 23 expirés et 2 actes non retrouvés.

5. **Autorisation d'Exploitation Artisanale Traditionnelle**

- On enregistre 25 dont 3 actes valides, 21 expirés et 1 acte non retrouvé.
- 4 autorisations ont été octroyées par le Ministre en charge après le décret N°3039/PT/PM/MMG/2023 du 17 octobre 2023. Ces derniers actes sont en contradiction avec les nouvelles procédures prévues par le décret 3039 qui attribue cette prérogative à la SONEMIC. Par conséquent elles nécessitent d'être conformées à la réglementation en vigueur pour une bonne mise en application.
- Les paiements mensuels de la taxe ad valorem qui est fonction de la production seront déterminés et vérifiés au contrôle.

6. **Autorisation d'Exploitation Artisanale Semi mécanisée**

- On enregistre 80 dont 53 actes valides, 25 expirés et 2 actes non retrouvés.
- La plupart des sociétés sont en règle vis-à-vis de leurs actes, néanmoins certains actes ne possèdent pas de quittance de paiement des droits et taxe de la 1ere année notamment le cas de la société Geoextraction. La régularisation lors du contrôle permettra de remédier aux manquements sous peine de sanctions.
- Sur les 25 actes expirés nous avons recensé 4 actes qui n'ont pas de quittances.
- 39 autorisations ont été octroyées à 13 sociétés par le Ministre en charge après le décret N°3039/PT/PM/MMG/2023 du 17 octobre 2023. Ces dernières autorisations sont en contradiction avec les nouvelles procédures prévues par le décret 3039 qui attribue cette prérogative à la SONEMIC. Par conséquent elles nécessitent d'être conformées à la réglementation en vigueur pour une bonne mise en application.
- Les paiements mensuels de la taxe ad valorem qui est fonction de la production seront déterminés et vérifiés au contrôle.

7. **Autorisation d'Exploitation des Rejets**

- On enregistre 20 dont 18 actes valides, 2 expirés.
- 13 autorisations ont été octroyées à 4 sociétés par le Ministre en charge après le décret N°3039/PT/PM/MMG/2023 du 17 octobre 2023. Ces derniers actes ne respectent pas les nouvelles procédures prévues par le décret 3039 qui attribue cette prérogative à la SONEMIC. Par conséquent, elles nécessitent d'être conformées à la réglementation en vigueur pour une bonne mise en application.
- Les paiements mensuels de la taxe ad valorem qui est fonction de la production seront déterminés et vérifiés au contrôle.

8. Autorisation d'Exploitation Semi-Industrielle

- On enregistre 51 dont 3 actes valides, 37 expirés et 11 dossiers incomplets.
- Il s'agit d'un acte qui n'a pas d'assise juridique c'est-à-dire n'existe pas dans le Code Minier ni ses textes subséquents mais qui serait pris en 2019 pour une durée qui varie entre 3 à 5 ans avec des superficies de 5 Km² pour combler un vide juridique.
- Compte tenu de son caractère semi mécanisé nous suggérons sa reprise en autorisation d'exploitation semi mécanisée suivant la nouvelle procédure pour celles qui sont encore valides et de retirer et adapter celles qui ont été renouvelées en 2022 ou 2023.

III-2- SUBSTANCES DES CARRIERES

Conformément au Code Minier, l'exploitation des substances des carrières est autorisée par les actes ci-dessous :

1. Autorisation d'Exploitation de carrière artisanale (1an pour roches meubles) ;
2. Autorisation d'Exploitation Industrielle de carrière temporaire (1an pour roches concassées) ;
3. Autorisation d'Exploitation Industrielle de carrière permanente (5 ans pour roches concassées).

Les carrières sont classées selon leur usage soit en carrière d'intérêt public soit en carrière commerciale. Les carrières commerciales sont soumises d'office à la taxe d'extraction au taux en vigueur. Par ailleurs certaines carrières d'intérêt public en raison de leur utilité publique sont exonérées de tout droit et taxe. Cette dernière mention doit figurer et être obligatoirement inscrite sur l'acte pour faire foi.

OBLIGATIONS FISCALES ET FINANCIERES DES BENEFICIAIRES DES ACTES DES CARRIERES

Conformément au Code Minier et ses textes subséquents, les bénéficiaires des autorisations des substances des carrières doivent répondre à des obligations fiscales et financières dont les montants sont fixés par la Loi des finances et/ou les textes réglementaires selon la nature de leur acte et tout au long de sa validité : à l'octroi du titre, pendant la production et à la fin de chaque année.

1. Autorisation d'Exploitation de carrière artisanale : **taxe d'extraction selon le matériau meuble exploité (sable, remblai, terre, argile, latérite ou gravier roulé) ;**

2. Autorisation d'Exploitation Industrielle de carrière temporaire : **Droits fixes d'octroi/redevance superficiaire/ taxe d'extraction sur le gravier obtenu par concassage / Part gratuite de 12.5% de l'Etat/Appui institutionnel et frais de formation ;**

3. Autorisation d'Exploitation Industrielle de carrière permanente : **Droits fixes d'octroi/redevance superficiaire/ taxe d'extraction sur le gravier obtenu par concassage / Part gratuite de 12.5% de l'Etat/Appui institutionnel et frais de formation ;**

Suite à la collecte des données et examen préliminaires des actes, la situation actuelle des autorisations relatifs aux substances des carrières se résume dans le tableau ci-après :

Tableau 2 : Récapitulatif des autorisations d'exploitation des carrières artisanales de 2023

N°	Exploitant	Nombre autorisations	Nombre carrières ouvertes	Nombre Acte expirés	Nombre carrières fermées	Nombre Acte Valide	Carrières en cours d'exploitation
1	ARAB CONTRACTORS	2	2	2	2	0	0
2	CGCOC GROUP	15	104	6	76	09	28
3	SOGEA SATOM	3	11	1	3	2	8
4	CNPCIC	18	68	15	50	3	18
5	OPIC AFRICA	4	7	0	0	4	7
6	SANI § BARKA	1	1	1	1	0	0
7	Carrière Intérêt Public	1	1	1	1	0	0
	TOTAL	44	194	26	133	18	61

Tableau 3 : Récapitulatif des autorisations d'exploitation des carrières artisanales de 2024

N°	Exploitant	Nombre Acte	Nombre carrière	Acte/Arrêté
	CGCOC-GROUP (28)	7	7	N°009 du 30/01/2024
			3	N°010 du 30/01/2024
			2	N°011 du 30/01/2024
			5	N°013 du 01/02/2024
			7	N°14 du 01/02/2024
			3	N°015 du 01/02/2024
			1	N°044 du 17/04/2024
2	CNPCIC (7)	5	1	N°053 du 21/05/2024
			1	N°054 du 21/05/2024
			2	N° 056 du 21/05/2024
			2	N° 057 du 21/05/2024
			1	N° 058 du 21/05/2024
3	KACHIMIRE (1)	1	1	N° 026 du 29/03/2024
4	Carrière d'Intérêt Public (1)	1	1	N°060 du 24/05/2024
	TOTAL	14	37	14

Tableau 4 : Récapitulatif des autorisations d'exploitation industrielle des carrières permanentes

SOCIETE	Substance	Acte	Durée	Date d'expiration
ARAB CONTRACTORS	Granulats	Ar. N°38 du 29/04/2021	5 ans	29/04/2026
ARAB CONTRACTORS	Granulats	Ar. N°39 du 29/04/2021	5 ans	29/04/2026
ARAB CONTRACTORS	Granulats	N°077/ du 29/07/2022	5ans	29/07/2027
AL-BASSIA	Granulats	Ar. N°sept-21	5ans	Sept 2026
AL-ABASSI CARRIERE	Granulats	Ar. N°0/ du 9/04/2024	5 ans	9/04/2029
CGCOC-GROUP	Granulats	Arrêté n°08 du30/01/2024	36 mois	30/01/2027
CGCOC-GROUP	Granulats	.....		
CGCOC-GROUP	Granulats	Ar. N°012 du 28 /06/2021	2 ans	28 /06/2023 (Expirée)
CGCOC-GROUP	Granulats	Ar. N°091du 18/07/2023	5 ans	18/07/2028
CGCOC-GROUP	Granulats	Ar. N°043 du 17/04/2024	5ans	17/04/2029
GMIA	Granulats	Arreté n°---/ 02/2024	5 ans	02/2029
ROTATIVE	Granulats	Conv.14/12/2011		
SOTEC	Granulats	Conv.01/03/2010	25	01/03/2035
SCHL	Granulats	Conv.14/09/2015	5ans	14/09/2020 (Expirée)
SONACIM	Calcaire	Arrêté du 20/01/2015	5 ans	20/01/2020 (Expirée)
TMC	Granulats	Ar. N°102 du 20 /12/2021	5 ans	20 /12/2026
TMC	Granulats	Ar. N°141 du 20/07/2020	5 ans	20/07/2025
LA PANGEE	Marbre	Ar. N°010 du 07/01/2022	5 ans	07/01/2027

CCM	**Calcaire**	**Ar. N°057 du 20/03/2020**	**5 ans**	**20/03/2025**
CIMAF	**Calcaire**	**Ar. N°070 du 08 juin 2022**	**5 ans**	**08 juin 2027**
RAZEL TCHAD	**Granulats**	**Ar. N°147 du 23 oct 2023**	**3 ans**	**23 oct. 2026**
RAZEL TCHAD	**Granulats**	**Ar. N°062 du 27/05/2024**	**30 mois**	**27/05/2027**
S3C	**Granulats**	**Ar. N°168 du 22/11/2019**	**5 ans**	**22/11/2024**
S3C	**Granulats**	**Ar. N°002 du 05/01/2023**	**5 ans**	**05/01/2028**
MEREDEX/GMIA	**Granulats**	**Ar. N°018 du 27/02/2024**	**5 ans**	**05/01/2029**
MEREDEX/GMIA	**Granulats**	**Ar. N° du---- /05/2024**	**5 ans**	**05/01/2029**
SOGEA-SATOM	**Granulats**	**Ar. N°158 du 22/11/2023**	**5 ans**	**05/01/2028**
GOLD TCHAD	**Gypse**	**Ar. N°123 du 01/08/2019**	**5 ans**	**01/08/2024 (Expirée)**
STAM	**Gypse**	**N°069 du 08/05/2019**	**5 ans**	**07/05/2024 (Expirée)**
ETEP	**Granulats**	**N°025 du 29/07/2016**	**5 ans**	**28/07/2021 (Expirée)**
ILAF	**Granulats**	**N°077 du 30/04/2018**	**5ans**	**29/04/2023 (Expirée)**
SECA	**Granulats**	**N°0134 du …. 2023**	**5 ans**	**…. /2028**

ANALYSE PRELIMINAIRE DES ACTES DE CARRIERES ET PREMIERS CONSTATS

Carrières artisanales : Au titre des années 2023 et 2024, 58 autorisations d'exploitation des carrières artisanales sont délivrées pour 231 carrières ouvertes. Vingt-six (26) actes sont expirés pour cent trente-trois (133) carrières fermées et trente-deux (32) actes valides pour quatre-vingt-dix-huit (98) carrières opérationnelles.

1. **Carrières artisanales de 2023 :**
   - On enregistre 44 pour 194 carrières ouvertes dont 18 actes valides pour 61 carrières, 26 expirées avec 133 carrières fermées.
   - Pratiquement tous les actes ne possèdent pas des quittances de paiement des droits fixes et redevance superficiaire d'octroi ni de preuves de paiement de taxe d'extraction
   - Les manquements en terme fiscal doivent être régulariser au moment du contrôle physique sous peine de sanction.

2. **Carrières artisanales de 2024 :**
   - On enregistre 14 pour 37 carrières ouvertes et sont toutes encore valides pour 37 carrières.
   - Pratiquement tous les actes ne possèdent pas des quittances de paiement des droits fixes et redevance superficiaire d'octroi ni de preuves de paiement de taxe d'extraction
   - Les manquements en termes fiscal doivent être régularisé au moment du contrôle physique sous peine de sanction.

Carrières Permanentes : Au titre des carrières industrielles permanentes, 32 autorisations sont délivrées par le Ministère en Charge des Mines.

   - Sept (7) autorisations sont expirées. Il s'agit respectivement des autorisations des sociétés SONACIM (Baoaré) en janvier 2020, SCHL(Karal) en septembre 2020, CGCOC GROUP (Fianga) en juin 2023, STAM (Bourkya) en mai 2024, ETEP (Ngoura) en juillet 2021, ILAF (Ngoura) en avril 2023 et GOLD TCHAD en aout 2024.
   - Pratiquement tous les actes ne possèdent pas des quittances de paiement des droits fixes et redevance superficiaire d'octroi ni de preuves de paiement de taxe d'extraction et des 12.5% de parts gratuites de l'Etat.
   - Les manquements en terme financier et fiscal doivent être régularisés au moment du contrôle physique sous peine de sanction.

IV- TEXTES LEGISLATIFS ET REGLEMENTAIRES DU SECTEUR MINIER

Le cadre législatif et réglementaire régissant les activités minières au Tchad jusqu'ici se résume par l'ensemble des textes ci-dessous :

Textes Législatifs :

- **Ordonnance Nº004/PR/2018 du 21 février 2018**, portant Code Minier en République du Tchad ;
- **Loi N°010/PR/2018, du 20 juin 2018**, portant ratification de l'Ordonnance Nº004/PR/2018 du 21 février 2018, portant Code Minier en République du Tchad ;
- **Ordonnance N°005/PCMT/2022 du 31 aout 2022** portant réforme de la Société Nationale des Mines et de la Géologie ;
- **Loi N°006/PT/2022 du 07 décembre 2022** portant Ratification de l'Ordonnance N°005/PCMT/2022 du 31 aout 2022 portant reformes de la Société Nationale des Mines et de la Géologie ;
- **Loi des Finances N°033 du 31/12/2016** portant Budget Général de l'Etat pour 2017 ;
- **Ordonnance N°003/PR/2024 du 22 juillet 2024** portant harmonisation du cadre juridique régissant le secteur des Mines et de la Géologie au Tchad.

Textes Réglementaires :

- **Décret N°2087/PR/MPME/2019 du 30 décembre 2019**, fixant les modalités d'application de l'Ordonnance Nº004/PR/2018, du 21 février 2018, portant Code Minier en République du Tchad ;
- **Décret N°3039/PT/PM/MMG/2023 du 17 octobre 2023** portant Gestion des substances minérales et organisation des Exploitations Artisanales de l'or et des autres substances précieuses au Tchad ;

- **Décret N°0461/ PT/PM/MMG/2024 du 04 avril 2024** portant modification du décret 3039 relatif à la Gestion des substances minérales et Organisation des exploitations artisanales de l'or et des autres substances minérales au Tchad et Conditions d'exercice de la Brigade Minière spéciale ;
- **Décret Nº762/PCMT/PMT/MMG/2021, du 08 novembre 2021**, portant Organisation et Fonctionnement du Ministère des Mines et de la Géologie.

V- NOUVELLE PROCEDURE ADMINISTRATIVE D'OCTROI DES TITRES MINIERS ET AUTORISATIONS DIVERSES

Conformément **aux dispositions de l'Article 8 du Décret 3039 du 17 octobre 2023**, les acteurs en charge de l'octroi des titres miniers et autorisations des substances minérales sont :

Le Ministère en charge des Mines et la SONEMIC suivant la répartition ci-après :

V-1- SUBSTANCES DES MINES : MINISTERE EN CHARGE DES MINES/SONEMIC

Les titres miniers et autorisations diverses relatives aux substances des mines sont attribués par :

- **Arrêté du Ministre en charge des Mines** pour les demandes relatives aux :
  - Autorisation de prospection ;
  - Permis de recherche ;
  - Permis d'exploitation semi industrielle ;
  - Permis d'exploitation industrielle.

- **Décision du Directeur Général de la SONEMIC** pour les demandes relatives aux:
  - Autorisations d'exploitation artisanale traditionnelle ;
  - Autorisations d'exploitation semi-mécanisée ;
  - Autorisations de traitement des rejets.

V-2- SUBSTANCES DES CARRIERES : MINISTERE EN CHARGE DES MINES

Les autorisations relatives aux substances des carrières sont attribuées par :

- **Arrêté du Ministre en charge des Mines** pour les demandes relatives aux :
  - Autorisations d'exploitation des carrières artisanales ;
  - Autorisations d'exploitation industrielle des carrières temporaires et permanentes.

Des procédures :

Pour le Ministère en charge des Mines : Les demandes des permis et des autorisations des carrières sont adressées **au Ministre en charge des Mines à travers les services du Cadastre minier** et la suite des modalités d'instruction des dossiers sont celles prévues par les dispositions du Code Minier de 2018 et son décret d'application de 2019.

Selon l'article 39 du Code Minier : « Les demandes de titre minier ou d'autorisation pour un périmètre donné sont inscrits dans l'ordre chronologique de leur dépôt au service de l'administration des Mines en charge de la gestion du cadastre minier, selon le principe de 1er arrivé, 1er servi ». Plus précisément selon les dispositions suivantes :

- **Autorisation de prospection** : Art 57 et 59 du CM / Art 88-92 du D2087 ;
- **Permis de recherche** : Art 70 et 72 du CM/ Art 7-16 du D2087 ;
- **Permis d'exploitation semi industrielle** : Art 87 et 89 du CM / Art 58-63 du D2087 ;
- **Permis d'exploitation industrielle** : Art 110 et 112 du CM /Art 35-42 du D2087 ;

- **Autorisations d'exploitation des carrières artisanales** : Art 137 du CM /Art 135-138 du D2087 ;
- **Autorisations d'exploitation industrielle de carrière temporaire** : Art 145 du CM/ Art 141-144 du D2087 ;
- **Autorisations d'exploitation industrielle de carrière permanente** : Art 154 du CM/ Art 147-152 du D2087 ;

  - Il est créé une Commission Nationale des Mines, compétente pour se prononcer sur les demandes d'octroi, de renouvellement, de transfert, de prorogation et de retrait des autorisations d'exploitation, à l'exception des autorisations d'exploitation artisanale, et des titres miniers, dans les conditions prévues au présent code. **(Article 33 du CM)**

  - L'organisation, la composition et le fonctionnement de la Commission Nationale des Mines sont fixés par un acte du Premier Ministre, Chef du Gouvernement sur proposition du Ministre en charge des Mines. Les membres de cette commission sont choisis en raison de leurs compétences techniques ou de leur expérience du secteur minier.
  - Dans le cas d'instruction des demandes des permis d'exploitation industrielle et semi-industrielle, il peut être créé à tout moment, par un acte du Premier Ministre, Chef du Gouvernement sur proposition du Ministre en charge des Mines, une Commission Interministérielle de Négociation des conventions minières, dont la composition et les attributions sont fixées par le décret qui la crée. **(Article 34 du CM)**

  - Les demandes des Titres Miniers et Autorisations portant sur les substances des mines et dont les superficies dépassent 50 Km² pour les permis de recherche et d'exploitation industrielle, requièrent l'avis du Conseil des Ministres, préalablement à la signature de l'arrêté par le Ministre en charge des Mines. **(Art 6 du D3039)**
  - Les demandes d'Autorisations portant sur les substances de carrières et dont les superficies dépassent 50 Ha pour l'autorisation d'exploitation industrielle de carrière permanente, requièrent l'avis préalable du Conseil des Ministres, avant la signature de l'arrêté par le Ministre en charge des Mines. **(Art 7 du D3039)**

Pour la SONEMIC : Les demandes des autorisations ci-après sont adressées au Directeur Général de la SONEMIC à travers son Guichet Unique : (Art 18 du D3039 et Art 8 du D0461)

1. **l'autorisation d'exploitation artisanale traditionnelle (orpaillage);**
2. **l'autorisation d'exploitation semi-mécanisée ;**
3. **l'autorisation de transport de minerai ;**
4. **l'autorisation d'exploitation ou traitement des rejets ;**
5. **la gestion des transactions de minerais et de rejets de minerais ;**
6. **les cartes d'artisans miniers et carte professionnelle pour le personnel des sociétés minières ;**
7. **l'autorisation d'utilisation de Cyanure et/ou mercure ;**
8. **l'autorisation d'achat, de vente de l'or et autres métaux précieux ;**
9. **l'autorisation d'exploitation des bijouteries/orfèvreries/étal/atelier de traitement des métaux ;**
10. **l'autorisation d'exportation de l'or et autres métaux précieux.**

La SONEMIC en plus des 3 autorisations minières, délivre également quelques autorisations administratives nécessaires pour la bonne réalisation de ses missions citées à l'article 03 de l'ordonnance N°005 de 2022.

- **La composition de chaque dossier de demande est celle prévue par les textes réglementaires notamment le Décret 3039 et Décret 0461 et le manuel de procédure établis par la SONEMIC.**

- **La Procédure de traitement des demandes d'autorisations par les services techniques de la Coordination du Guichet Unique se fait tel que suit :**
  1. Vérification des pièces constitutives du dossier de demande avec l'appui du service d'accueil et d'informations ;
  2. Paiement des frais d'étude des dossiers ;
  3. Réception du dossier de demande avec le formulaire rempli au Guichet Unique ;
  4. Remise du récépissé de dépôt par le Guichet Unique ;
  5. Étude et traitement du dossier par les services techniques de la Coordination ;
  6. Enregistrement électronique par le service informatique de la demande validée par la coordination puis impression du projet d'autorisation ;
  7. Envoi du dossier accompagné d'un projet d'autorisation pour pré-validation (visa) aux services compétents de la SONEMIC (Direction des Activités Minières pour les autorisations minières et Direction de Commerce et de Raffinage pour les autorisations commerciales et d'exportation) ;
  8. Envoi du dossier et du projet d'autorisation à la Direction Générale pour validation définitive et signature de l'autorisation ;
  9. Paiement des droits d'attribution et cautions relatifs à certaines autorisations ;
  10. Remise de l'acte par le Guichet Unique à l'intéressé.

Le Guichet Unique de la SONEMIC dispose d'un délai maximal de 7 jours et 14 jours ouvrables respectivement pour l'instruction des demandes d'autorisations commerciales et d'exportation et autorisations minières ainsi que la signature des Actes sollicités.

VI- NOUVELLE PROCEDURE DE LIQUIDATION ET DE RECOUVREMENT DES RECETTES MINIERES

Conformément aux dispositions **des articles 87, 88 et 90 du décret 3039 du 17 octobre 2023** et sur autorisation du Ministre en charge des Finances, les acteurs en charge de la liquidation et du recouvrement des recettes minières sont dorénavant les services du Ministère en charge des Mines pour les substances des Carrières et la SONEMIC pour les substances des Mines.

VI-1- SUBSTANCES DES CARRIERES : MINISTERE EN CHARGE DES MINES

Les services du Ministère en charge des Mines sont désormais responsables de la liquidation et du recouvrement, pour le compte du Trésor public, des droits fixes, de la redevance superficiaire et de la taxe d'extraction relatives à l'exploitation des CARRIERES artisanales et industrielles suivants les montants et taux en vigueur ci-après :

SUBSTANCES DE CARRIÈRES : Article 33 de la Loi des Finances N°033 du 31/12/2016

I- DROITS FIXES : taux en Francs CFA

- **Autorisation d'exploitation industrielle de carrière permanente :** 15 000 000
  Chaque renouvellement : 15 000 000
- **Autorisation d'exploitation industrielle de carrière temporaire :** 5 000 000
  Chaque renouvellement : 5 000 000
- **Autorisation d'exploitation artisanale de carrière :** exonéré (art. 319 du CM)

II- TAXES SUPERFICIAIRES : taux en FCFA à l'hectare/an :

- Autorisation d'exploitation industrielle de carrière permanente : 50 000
- Autorisation d'exploitation industrielle de carrière temporaire : 50 000
- Autorisation d'exploitation artisanale de carrière : exonéré (art. 319 du CM)

III- TAXES D'EXTRACTION :

- Gravier concassé
  - Taxe minière : 1 000 FCFA/Tonne
  - Droit de fortage : 500 FCFA/Tonne
- Gravier roulé, cailloux de surface
  - Taxe minière : 600 FCFA/m3
  - Droit de fortage : 400 FCFA/m3
- Sable
  - Taxe minière : 300 FCFA/m3
  - Droit de fortage : 200 FCFA/m3
- Terre, remblai, argile et latérite
  - Taxe minière : 200 FCFA/m3
  - Droit de fortage : 100 FCFA/m3
- La taxe sur le natron et sel :
  - Camion de 1 à 10 tonnes : 2 500 FCFA/ tonne
  - Camion de 11 à 50 tonnes : 12 500 FCFA/ tonne
  - La charge transportée à dos d'âne : 12 500 FCFA/ tonne
  - La charge transportée à dos de bœuf : 750 FCFA/tonne
  - La charge transportée à dos de chameau : 1 000 FCFA/ tonne

VI-2- SUBSTANCES DES MINES : SONEMIC

Les services de la SONEMIC sont dorénavant responsables de la liquidation et du recouvrement, pour le compte du Trésor public, des droits fixes, de la redevance superficiaire et de la taxe ad valorem et relatives à la prospection, la recherche et l'exploitation des MINES artisanales (traditionnelle/semi-mécanisée/rejets), semi-industrielles et industrielles ainsi que le Droit de sortie à l'exportation et les redevances annuelles des bijouteries suivants les montants et taux en vigueur ci-après :

SUBSTANCES DE MINES

1- DROITS FIXES/OCTROI/RENOUVELEMENT/TRANSFERT (Article 80 du Décret 3039)

N°	TYPE D'ACTE	LIBELLE	MONTANT EN FCFA		
			OCTROI	RENOUVELLEMENT	TRANSFERT
1	PERMIS	PERMIS DE RECHERCHE	2 000 000	2 500 000	5 000 000
2		PERMIS D'EXPLOITATION SEMI INDUSTRIELLE	10 000 000	10 000 000	15 000 000
3		PERMIS D'EXPLOITATION INDUSTRIELLE	20 000 000	20 000 000	30 000 000
4	AUTORISATION	AUTORISATION DE PROSPECTION	1 000 000	1 000 000	NON AUTORISE
5		AUTORISATION D'EXPLOITATION DES REJETS	1 000 000	1 500 000	NON AUTORISE
6		Autorisation d'exploitation artisanale SEMI MECANISEE	EXONEREE PAR LE CODE MINIER ARTICLE 319		
7		Autorisation d'exploitation artisanale TRADITIONNELLE	EXONEREE PAR LE CODE MINIER ARTICLE 319		
8		Autorisation de Transport dans les sites de couloir d'exploitation artisanale plus une carte d'accès offerte au conducteur du camion	200 000	200 000	100 000

2- REDEVANCE POUR LA DELIVRANCE DES CARTES PROFESSIONNELLES (Article 80 du Déc 3039)

Type de CARTE PROFESSIONNELLE	MONTANT
Carte d'artisan minier exploitant	100 000 FCFA/An TCHADIEN UNIQUEMENT
Carte d'artisan minier traitement	Nationaux : 100 000 FCFA/An et Expatriés : 150 000 FCFA/An
Carte d'artisan minier fournisseur	Nationaux : 100 000 FCFA/An et Expatriés : 150 000 FCFA/An
Carte d'artisan minier ouvrier	Nationaux : 25 000 FCFA/An et Expatriés : 25 000 FCFA/An
Carte d'artisan minier intermédiaire	Nationaux : 100 000 FCFA/An et Expatriés : 150 000 FCFA/An
Carte personnel société minière (Permis)	Nationaux : 50 000 FCFA/An et Expatriés : 100 000 FCFA/An

3- TAXES SUPERFICIAIRES POUR LES SUBSTANCES DE MINES (Article 85 du Décret 3039)

N°	TYPE D'ACTE	LIBELLE	MONTANT EN FCFA/Km² ou /Ha et par année	
			OCTROI	RENOUVELLEMENT
1	PERMIS	PERMIS DE RECHERCHE	5 000	10 000
2		PERMIS D'EXPLOITATION SEMI INDUSTRIELLE	750 000	750 000
3		PERMIS D'EXPLOITATION INDUSTRIELLE	750 000	750 000
4	AUTORISATION	AUTORISATION DE PROSPECTION	5 000	5 000
5		AUTORISATION D'EXPLOITATION DES REJETS	200 000/ha supplémentaire	250 000/ ha supplémentaire
6		Autorisation d'exploitation artisanale SEMI MECANISEE	EXONEREE PAR LE CODE MINIER ARTICLE 319	
7		Autorisation d'exploitation artisanale TRADITIONNELLE	EXONEREE PAR LE CODE MINIER ARTICLE 319	

4- TAXE AD VALOREM APPLICABLE AUX PRODUITS D'EXPLOITATION ARTISANALE ET DES REJETS (Article 16 du Décret 0461 du 4 avril 2024)

EXPLOITATION ARTISANALE DE L'OR et autres substances des mines	
TYPE d'Exploitant et nature de l'Activité	**Taux ou Valeur de la TAXE AD VALOREM**
Artisan minier exploitant traditionnel (extraction alluvionnaire : Ouadis Batée/puits moins de 10m)	3% de la valeur de la quantité du métal extrait
Artisan minier exploitant traditionnel (petit Cachik mobile/ détecteur métaux)	5g d'or / mois /matériel
Artisan minier exploitant semi mecanisée (Gros Cachik au Bulldozer)	8g d'or / mois /matériel
Artisan minier traitement des rejets (lixiviation dans des bassins de cyanuration)	20% sur la valeur de chaque Kg d'or obtenu après traitement chimique des rejets

5- TAXE AD VALOREM APPLICABLE AUX PRODUITS D'EXPLOITATION SEMI INDUSTRIELLE ET INDUSTRIELLE DES SUBSTANCES DES MINES (Article 84 du Décret 3039)

Calculée en pourcentage conformément aux dispositions de l'article 329 du CM et fixée comme ci-dessous :

SUBSTANCE	POURCENTAGE
Or (en fonction du cours de l'once d'or fixé par le London Métal Exchange)	**6%** si le cours de l'once est inférieur à **1800$**
	7% si le cours de l'once est compris entre : **1800 et 2000$**
	8% si le cours de l'once est compris entre : **2001 et 3000$**
Métaux précieux (Argent, platine, platinoïdes)	5%
Pierres gemmes ou pierres précieuses (diamant, émeraude, rubis, saphir)	8%
Autres substances des mines	4%

6- DROIT DE SORTIE À L'EXPORTATION (Article 90 du Décret 3039)

Toute substance des mines notamment l'or et autre substance précieuse qui n'est pas céder à la SONEMIC est considéré être en état d'exportation. La détention, la circulation et l'exportation par voie terrestre/aérienne/maritime de ces produits miniers sont soumises au paiement préalable des droits de sortie dont le taux **est fixé à 1% de la valeur taxable du produit extrait brut ou raffiné** conformément aux dispositions de l'article 329 du Code Minier. Les modalités de calcul du prix au gramme du métal sont celles prévues à l'article 63 du présent décret.

7- REDEVANCE D'OUVERTURE ET D'EXPLOITATION DES BIJOUTERIES ET ORFEVRERIES (Article 22 du décret 0461 du 4 avril 2024)

L'autorisation d'exploitation d'une bijouterie ou orfèvrerie ou Étal est soumise au paiement d'une redevance annuelle dont les montants sont ceux prévus par le présent décret :

Tchadien :

- Bijoutier tchadien avec Vitrine 3m et plus : **250 000 FCFA/an**
- Bijoutier tchadien avec Vitrine moins de 3m : **150 000 FCFA/an**
- Étal de 2m : **100 000FCFA/an**
- Atelier orfèvre : **50 000 FCFA/an**
- Atelier traitement : **200 000 FCFA/an**

Expatrié : Bijoutier/orfèvre : **500 000 FCFA/an**

8- CAUTION DE REHABILITATION DES SITES MINIERS ARTISANAUX (Article 59 du D 3039 et article 10 du D 0461)

S'agissant de la réhabilitation des sites miniers artisanaux, il est créé un fonds alimenté par des cautions versées par les détenteurs d'autorisation d'exploitation artisanale. Ce fonds est géré conjointement par la SONEMIC et le Ministère en charge de l'Environnement.

Taux de cotisation

<table>
<tr><td rowspan="3">Cautions pour remise en état des sites d'exploitation artisanale</td><td rowspan="3">Réhabilitation de sites artisanaux en exploitation ou abandonnés</td><td rowspan="2">OCTROI DE L'AUTORISATION</td><td>200 000 FCFA/an superficie est égale à 10 Ha</td></tr>
<tr><td>20 000 francs CFA par hectare supplémentaire</td></tr>
<tr><td>RENOUVELLEMENT</td><td>100 000 francs CFA/an pour les sites de superficie égale à 10ha au renouvèlement
10 000 francs CFA par hectare supplémentaire/superficie supérieure à 10ha</td></tr>
<tr><td></td><td>Réhabilitation des bassins de traitement des rejets</td><td>OCTROI DE L'AUTORISATION</td><td>5 000 000 francs CFA/an</td></tr>
</table>

9- FRAIS DE BORNAGE

Le montant des frais de bornage est fixé forfaitairement **à 750.000 FCFA.**

NB : Toute demande d'octroi, de renouvellement, de transformation ou de transfert des titres miniers ou autorisations d'exploitation des substances de mines et autorisations administratives est soumise au paiement de frais de dossier dont le montant est fixé à **cinquante mille (50 000) francs CFA.** Ces frais sont versés aux services en charge de l'étude du dossier notamment à la SONEMIC pour les demandes d'autorisations d'exploitation artisanale, des rejets ou du transport et au Ministère en charge des Mines pour les demandes d'autorisation de prospection et des permis (recherche, exploitation semi industrielle et industrielle).

VII- SITUATION DES TITRES MINIERS ET AUTORISATIONS DIVERSES APRES CONTROLE AVEC PROPOSITION DES MESURES

VII-1- SUBSTANCES DES MINES

Après le contrôle physique des dossiers et actes auprès des sociétés bénéficiaires des titres miniers, il a été recensé d'une part un total de ***298 actes de diverses catégories contre 327 actes répertoriés*** et d'autre part, ***60 sociétés sur 138*** ont répondu au contrôle physique.

Conformément aux dispositions du Code Minier relatives aux conditions de maintien d'un titre minier, des fiches de contrôle technique, administratif et financière ont été établées par le Comité et renseignées durant le contrôle physique. Durant le contrôle 29 sociétés ont partiellement régularisé leur situation financière soit un montant total de **128 047 400 FCFA** a été versé provisoirement sur le compte du Ministère en charge des Mines (voir tableau d'état des versements détaillé en annexe 6). L'analyse des fiches renseignées, les résultats du contrôle et les maintes relances des convocations des sociétés ont permis de dégager et proposer les mesures ci-contre pour les 298 actes sur les substances des mines. Les éléments techniques, administratifs et financiers détaillés justifiants les propositions desdites mesures sont consignées en annexe 5 (tab1/tab2/tab3/tab4) du présent rapport.

Tableau 5 : récapitulatif des mesures proposées pour les titres miniers et autorisations des substances des mines traités

N°	TYPES D'ACTES MINES TRAITES	NOMBRE
1	Permis de Recherche	83
2	Permis d'Exploitation Industrielle	15
3	Permis d'Exploitation Semi Industrielle	14
4	Autorisation d'Exploitation Semi-industrielle	43
5	Autorisation d'Exploitation Artisanale Semi-mécanisée	70
6	Autorisation d'Exploitation des Rejets	18
7	Autorisation d'Exploitation Artisanale Traditionnelle	25
8	Autorisation de Prospection	30
	TOTAL ACTES	298
N°	**MESURE**	**NOMBRE**
1	RETRAIT	103
2	MISE EN DEMEURE	25
3	MAINTIEN	5
4	EXPIRE	165

Ces mesures sont reparties par différents types d'actes conformément aux tableaux ci-dessous.

N°	TYPE D'ACTES A RETIRER = 103	NOMBRE
1	Permis de Recherche	28
2	Permis d'Exploitation Industrielle	12
3	Permis d'Exploitation Semi Industrielle	11
4	Autorisation d'Exploitation Semi-industrielle	6
5	Autorisation d'Exploitation Artisanale Semi-mécanisée	27
6	Autorisation d'Exploitation des Rejets	10
7	Autorisation d'Exploitation Artisanale Traditionnelle	3
8	Autorisation de Prospection	6

N°	TYPE D'ACTE POUR MISE EN DEMEURE DES SOCIETES = 25	NOMBRE
1	Permis de Recherche	8
2	Permis d'Exploitation Semi Industrielle	3
3	Autorisation d'Exploitation Artisanale Semi-mécanisée	9
4	Autorisation d'Exploitation des Rejets	4
5	Autorisation d'Exploitation Artisanale Traditionnelle	1

N°	TYPE D'ACTE A MAINTENIR = 5	NOMBRE
1	Permis de Recherche	1
2	Permis d'Exploitation Industrielle	3
3	Autorisation d'Exploitation Artisanale Semi-mécanisée	1

N°	TYPE D'ACTE EXPIRES = 165	NOMBRE
1	Autorisation d'Exploitation Artisanale Traditionnelle	21
2	Autorisation d'Exploitation Artisanale Semi-mécanisée	33
3	Autorisation d'Exploitation Semi-industrielle	37
4	Autorisation d'Exploitation des Rejets	4
5	Permis de Recherche	46
6	Autorisation de Prospection	24

VII-2- SUBSTANCES DES CARRIERES

A la suite du contrôle physique des dossiers des sociétés des carrières, il a été recensé d'une part un total de ***86 actes dont 30 actes de carrières industrielles et 56 actes de carrières artisanales contre 75 actes répertoriés*** et d'autre part, ***21 sociétés sur 26*** ont répondu à la convocation. Celles qui ont intentionnellement refusé de se présenter au contrôle sont entre autres la CNPCIC, SCHL, SONACIM, GOLDTCHAD et SOGEA-SATOM.

Conformément aux dispositions du Code Minier relatives aux conditions de maintien d'un titre minier, des fiches de contrôle technique, administratif et financière ont été établées par le Comité et renseignées au moment du contrôle physique. Durant le contrôle 7 sociétés ont partiellement régularisé leur situation financière soit un montant total de **50 889 228 FCFA** a été versé provisoirement sur le compte du Ministère en charge des Mines (voir tableau d'état des versements détaillé en annexe 6). L'analyse des fiches renseignées, les résultats du contrôle et les maintes relances des convocations des sociétés ont permis de dégager et proposer les mesures ci-contre pour les 8 actes sur les substances des Carrières. Les éléments techniques, administratifs et financiers détaillés justifiants les propositions desdites mesures sont consignées en annexe 5 (tab1/tab2/tab3/tab4) du présent rapport.

Tableau 6 : récapitulatif des mesures proposées pour les titres miniers et autorisations des substances des Carrières traités

N°	TYPES D'ACTES CARRIERES TRAITES	NOMBRE
1	Autorisation d'Exploitation de Carrière Artisanale	56
2	Autorisation d'Exploitation Industrielle de Carrière Permanente	30
N°	**MESURE**	**NOMBRE**
1	RETRAIT	10
2	MISE EN DEMEURE	12
3	MAINTIEN	14
4	EXPIRE	50
TOTAL		86

Ces mesures sont reparties par différents types d'actes conformément aux tableaux ci-dessous.

N°	TYPE D'ACTES A RETIRER = 10	NOMBRE
1	Autorisation d'Exploitation de Carrière Artisanale	07
2	Autorisation d'Exploitation Industrielle de Carrière Permanente	3

N°	TYPE D'ACTE A MAINTENIR= 14	NOMBRE
1	Autorisation d'Exploitation de Carrière Artisanale	5
2	Autorisation d'Exploitation Industrielle de Carrière Permanente	9

N°	TYPE D'ACTE POUR MISE EN DEMEURE DES SOCIETES = 12	NOMBRE
1	Autorisation d'Exploitation de Carrière Artisanale	3
2	Autorisation d'Exploitation Industrielle de Carrière Permanente	9

N°	TYPE D'ACTE EXPIRES = 50	NOMBRE
1	Autorisation d'Exploitation de Carrière Artisanale	41
2	Autorisation d'Exploitation Industrielle de Carrière Permanente	09

VIII- PROPOSITION D'UN MECANISME DE CONTROLE TECHNIQUE ET ADMINISTRATIF

Dans le cadre de l'organisation et du développement harmonieux du secteur minier, il est indispensable de mettre en place des stratégies de contrôle administratif, technique et financier des activités minières exercées par les sociétés opérantes sur l'ensemble du territoire national. Il est important de distinguer le contrôle et l'évaluation des services du Ministère en charge des Mines et ses organismes sous-tutelle, qui relèvent des compétences de l'Inspection Générale, du contrôle des activités minières qui selon l'article 3 de l'Ordonnance N°005 du 30 aout 2022 portant réforme de la SONAMIG en SONEMIC, est la mission exclusive de la SONEMIC à travers les services de la Direction de la Brigade Minière Spéciale (BMS) qui doivent assurer de manière permanente la sécurité de tous les sites miniers et le contrôle régulier des activités des mines et carrières sur les différents sites.

Toutefois, la SONEMIC et le Ministère en charge des Mines par le biais de l'Inspection Générale peuvent organiser à la fin de chaque année une grande campagne commune de contrôle de l'ensemble des sites miniers. De manière pratique pour assurer et garantir un contrôle effectif des travaux des sociétés conformément à la législation minière en vigueur, le Ministère et la SONEMIC doivent :

- Créer et détenir un système numérique de gestion intégrée et de contrôle sécurisé des titres miniers et autorisations octroyés par le Ministère en charge des Mines et la SONEMIC;
- Respecter strictement la procédure d'octroi des titres miniers et autorisations par les acteurs conformément aux textes en vigueur et particulièrement les permis d'exploitation semi industrielle et industrielle ainsi que les autorisations d'exploitation artisanale ;
- S'assurer que tous les actes signés par les différents acteurs contiennent exhaustivement de manière claire tous les engagements administratifs, techniques et financiers des sociétés bénéficiaires ;
- Intégrer ou joindre à chaque Arrêté ou Décision portant autorisation ou permis, la liste des conditions de maintien de validité de l'acte et l'engagement signé du bénéficiaire pour le respect desdites dispositions conformément aux textes en vigueur ;
- Avant le renouvellement de tout acte, il faut s'assurer que tous les droits sont payés et l'impétrant a rempli toutes les conditions prévues par la loi et les textes réglementaires et contractuels ;
- S'assurer aux fins fiscales, que sur les arrêtés portant autorisations d'exploitation des carrières industrielles permanentes, le but de l'exploitation soit commercial ou un projet d'intérêt Public ;
- S'assurer auprès des services compétents, qu'avant le retrait de tout acte signé, tous les droits fixes et redevances superficiaires dûs à l'octroi sont effectivement payés contre des quittances du Trésor public ;
- Les services techniques de la Brigade minière déployés sur les sites des mines et carrières sont chargés du contrôle technique des activités minières et doivent suivre la mise œuvre des programmes des sociétés ;

- Outre les agents de sécurité, former des contrôleurs techniques des services de la Brigade Minière sur la connaissance des textes miniers et les techniques de contrôle des opérations minières ;
- Les contrôleurs techniques de la Brigade minière spéciale, selon les textes miniers, sont mandatés à constater les infractions, saisir les biens illégaux, signer les PV et collecter les amendes dues contre des quittances du trésor ;
- S'assurer que tous les acteurs de recouvrement (Ministère en charge des Mines et SONEMIC) détiennent des carnets de valeur du Trésor public et conformes à leurs activités ;
- S'assurer que chaque 11ème mois de chaque année, les services compétents centraux en charge du recouvrement des recettes minières doivent établir et envoyer à chaque société des mines des bulletins de liquidation pour le paiement des cautions environnementales, des redevances annuelles des bijouteries et redevances superficiaires annuelles pour l'année n+1 pour les sociétés des mines et des carrières ;
- Des agents de recouvrement doivent être désignés par le Ministère en charge des Mines sur les sites d'exploitation des carrières aux cotés des services de la Brigade minière pour contrôler la production et émettre des bulletins de liquidation tous les 25 jours du mois aux sociétés des carrières, pour le paiement mensuel de la taxe d'extraction avant le 10em jour du mois suivant ;
- Des agents de recouvrement doivent être désignés par la SONEMIC sur les sites d'exploitation des mines aux cotés des services de la Brigade minière pour contrôler la production et émettre des bulletins de liquidation tous les 25 jours du mois aux sociétés des mines, pour le paiement de la taxe ad valorem avant le 10em jour du mois suivant ;
- Définir un instrument ou mécanisme efficace pour la collecte des 12.5% de l'Etat auprès des sociétés d'exploitation industrielle des mines et carrières ;
- S'assurer de la protection de l'environnement et du respect du Programme de Gestion Environnementale et sociale soumis par les Opérateurs etc.

IX- PROPOSITION D'UN MECANISME DE SUIVI ET RECOUVREMENT DES FRAIS DE FORMATION ET APPUI INSTIUTIONNEL

Pour le renforcement des capacités institutionnelles des acteurs en charge du développement du secteur minier, il est souvent prévu dans certains textes miniers une contribution contractuelle de la part des opérateurs miniers bénéficiaires des **permis de recherche, d'exploitation semi industrielle et industrielle des mines et autorisation d'exploitation industrielle de carrière permanente.** Il s'agit des montants négociés et arrêtés d'un commun accord entre chaque société et le Ministère en charge des Mines qui sont repartis entre des **frais de formation annuelle et des appuis institutionnels** payables une fois pour toute la durée de validité de l'acte.

Ces montants deviennent des engagements financiers obligatoires dès leur consignation dans l'acte minier. Pour parvenir à un recouvrement effectif des frais de formation et d'appui institutionnel, il est nécessaire de :

- Créer un service de suivi et de recouvrement des appuis institutionnels et frais de formation rattaché au Secrétariat Général du Ministère en charge des Mines et de la Géologie ;

- Créer un compte bancaire sous le compte du Ministère en charge des Mines et dénommé ce dernier « Appui institutionnel et frais de formation » et désigner le Secrétaire Général comme ordonnateur et les Directeurs Généraux des Mines et de la Géologie, consignateurs du compte avec le SAAF ;

Le service de suivi et de recouvrement sous couvert du Secrétaire Général, établit régulièrement des lettres de rappel aux sociétés pour le recouvrement des engagements dûs. Les échéances et les modalités de paiement des frais de formation annuelle ou appui institutionnel sont celles négociées et consignées dans l'acte.

Les Directeurs Généraux des Mines et de la Géologie sont chargés, sous la supervision du Secrétaire Général, de proposer des plans de formation budgétisé de leur personnel pour solliciter leur financement sur le fonds dédié à la formation. Les appuis institutionnels sont destinés à appuyer l'ensemble des services du Ministère pour les activités de toutes catégories avec l'approbation du Ministre en charge des Mines.

X- CONCLUSION

Au terme de la mission du Comité en charge de la situation des titres miniers, du contrôle et du recouvrement des recettes minières, laquelle mission s'est déroulée de juillet à novembre 2024, la synthèse de ses réalisations peuvent se résumer autour des points ci-après :

1) Des titres miniers et autorisations diverses (Mines et Carrières) : Après contrôle

❖ **Mines : 298 actes traités et mesures proposées**

a) Permis de Recherche : 83 permis octroyés dont 46 expirés, 1 à maintenir, 28 à retirer et 8 à mettre en demeure pour régularisation ;
b) Permis d'Exploitation semi industrielle : 14 permis octroyés dont 11 à retirer et 3 à mettre en demeure pour régularisation ;
c) Permis d'Exploitation Industrielle : 15 permis octroyés dont 3 à maintenir et 12 à retirer :
d) Autorisation de Prospection : 30 autorisations octroyées dont 24 expirées et 6 à retirer;
e) Autorisation d'Exploitation Artisanale Traditionnelle : 25 autorisations octroyées dont 21 expirées, 3 à retirer et 1 à mettre en demeure pour régularisation ;
f) Autorisation d'Exploitation Artisanale Semi mécanisée : 70 autorisations octroyées dont 33 expirées, 1 à maintenir, 27 à retirer et 9 à mettre en demeure ;
g) Autorisation d'Exploitation des Rejets : 18 autorisations octroyées dont 4 expirées, 10 à retirer et 4 à mettre en demeure ;
h) *Autorisation d'Exploitation Semi-Industrielle :* 43 autorisations octroyées dont 37 expirées et 6 à retirer.

Il est à noter quelques écarts entre le nombre des actes recensés dans le tableau récapitulatif initial des actes des mines avant le contrôle physique et le tableau récapitulatif définitif après contrôle.

❖ **Carrières : : 86 actes traités et mesures proposées**

a) Autorisation d'Exploitation de carrière artisanale : 56 autorisations octroyées dont 41 expirés, 5 à maintenir, 7 à retirer et 3 à mettre en demeure pour régularisation ;

b) Autorisation d'Exploitation Industrielle de carrière permanente : 30 autorisations octroyées dont 9 expirés, 9 à maintenir, 3 à retirer et 9 à mettre en demeure pour régularisation ;

2) Des acteurs en charge d'octroi des titres miniers et du recouvrement des recettes minières

❖ **Octroi des titres miniers et autorisations :**

Conformément aux dispositions du décret 3039, il a été distingué d'une part, que l'octroi des permis de recherche et d'exploitation industrielle ou semi industrielle y compris les autorisations d'exploitation des carrières relèvent des attributions du Ministre en charge des Mines, d'autre part, les autorisations relatives à l'exploitation artisanale traditionnelle et semi mécanisée, ainsi que les rejets y afférents relèvent des compétences de la SONEMIC.

❖ **Liquidation et recouvrement des recettes minières :**

La réglementation en vigueur autorise les services du Ministère en charge des mines à liquider er recouvrer les recettes minières administratives et fiscales relatives à l'exploitation des substances des carrières et de même les services de la SONEMIC pour l'exploitation des substances des mines. Les deux acteurs effectuent le recouvrement pour le compte du Trésor public.

3) De la situation des textes miniers en vigueur

A nos jours, en plus du Code Minier de 2018, il a été enregistré deux ordonnances supplémentaires celles N°005 du 30 aout 2022 portant réforme de la SONAMIG en SONEMIC et N°003 du 22 juillet 2024 portant harmonisation de l'ensemble des textes miniers. Quatre (4) décrets réglementaires sont en vigueur notamment le N°2087 de 2019 portant modalités d'application du Code minier, le N°3039 de 2023 et N°0461 de 2024 portant gestion des substances minérales et organisation de l'exploitation artisanale et le décret N°762 de 2021 portant organigramme du Ministère des Mines et de la Géologie.

4) Des actes signés après le décret 3039 du 17 octobre 2023 portant gestion des substances minérales et organisation des exploitations artisanales de l'or et des autres substances précieuses au Tchad

Conformément à la mission du Comité d'examiner et statuer sur les actes octroyés ou renouvelés après le décret 3039 du 17 octobre 2023, il a été recensé 56 autorisations octroyées à 21 sociétés dont 4 autorisations d'exploitation artisanale traditionnelle, 39 autorisations semi mécanisée et 13 autorisations d'exploitation des rejets.

5) De la situation des états de paiement des droits et taxes ainsi que les frais de formation et appui institutionnel

L'évaluation préliminaire de la situation de paiement des engagements fiscaux et financiers des sociétés minières et des carrières a relevé des incohérences entre les montants dûs et les montants souvent payés par les sociétés en ce qui concerne les droits fixes et les redevances superficiaires annuelles. Nombreuses sont les sociétés qui n'ont jamais renouvelé les redevances superficiaires annuelles après la première année ni payé la taxe ad valorem sur la production. **Aucune société n'a déjà eu à céder la part gratuite de l'Etat de 12.5% dans les exploitations industrielles** des mines ou des carrières, laquelle part devrait être gérée par la SONEMIC comme stipulé dans le Code Minier. Peu sont les arrêtés des sociétés des carrières qui disposent des quittances justificatives des paiements des droits fixes et redevances superficiaires. Cette évaluation préliminaire avait estimé sur la base des calculs, des impayés dans l'ordre des dizaines de milliards de FCFA à régulariser par les différentes sociétés des mines et des carrières.

Après le contrôle physique, **29 sociétés** des mines sur 60 présentées ont partiellement régularisé leur situation financière avec un montant total recouvré de **128 047 400 FCFA et 50 881 228 FCFA pour les sociétés des carrières** soit **un total recettes minières de Cent soixante-dix-huit millions neuf cent trente-six mille six cent vingt-huit (178 936 628) FCFA** versé provisoirement sur le compte du Ministère en charge des Mines.

XI- RECOMMANDATIONS

Après analyse des dispositions des textes en vigueur et compte tenu des difficultés rencontrées tout au long du processus de contrôle et en vue d'assainir le secteur minier pour une relance économique meilleur, le Comité recommande ce qui suit :

- Approuver les mesures proposées pour le retrait, la mise en demeure et le maintien motivé des titres miniers et autorisations traités durant la mission du comité ;
- Prendre des actes et rédiger des notes qui s'imposent pour la formalisation des mesures approuvées ;
- Tous les actes expirés doivent faire l'objet des notifications individuelles ou collectives à l'endroit des intéressés et les sites concernés seront libérés de tout droit. Les sociétés peuvent introduire des nouvelles demandes qui seront instruits et traitées par les services concernés suivants les conditions des nouvelles procédures sans privilège quelconque ;
- Tous les actes non répertoriés, non fichés et non traités par le comité et qui apparaitraient après le dépôt du rapport définitif ne doivent être considéré et seront comme nuls et non avenus ;
- Demander et exiger à toutes les sociétés d'exploitation industrielle mines et carrières d'ouvrir leur capital social et céder 12.5% d'actions à l'Etat conformément à l'article 380 du Code Minier ;
- Créer et mettre en place en toute urgence un système de base de données numérique, digitalisée et sécurisé pour l'archivage des données résultant du contrôle, le suivi de l'ensemble des titres miniers/autorisation, de son enrichissement par des données nouvelles pour une meilleure efficacité dans la gestion des actes et la valorisation de nos ressources ;
- Orienter et enregistrer toutes les nouvelles demandes des titres miniers et autorisations relevant de la compétence du Ministre en charge des Mines par la Direction du Cadastre minier en vertu des textes en vigueur et afin de garantir la traçabilité des dossiers avec une base de données unique et transparente ;
- Mettre en place et dans les meilleurs délais, la Commission Nationale des Mines par décret pris par le Chef du Gouvernement, pour permettre de statuer sur les nouvelles demandes des permis de recherche, d'exploitation industrielle et semi industrielle ;
- Les acteurs en charge d'octroi des actes miniers et des carrières notamment les services du Ministère des Mines et la SONEMIC doivent veuillez au respect strict des procédures d'instruction des dossiers des demandes pour assurer et impulser le développement du secteur par le choix des partenaires sérieux et compétents ;
- Les fonctionnaires du Ministère en charge des Mines doivent collaborer et privilégier l'intérêt général et arrêter de s'ingérer dans la gestion administrative, technique et financière des dossiers des sociétés minières et des carrières en vertu de l'article 22 du Code Minier. Faute de quoi, des sanctions leur seront appliquées ;
- La SONEMIC doit accélérer l'opérationnalisation et le déploiement des services de la Brigade minière sur les sites le contrôle régulier des activités minières et la sécurisation des sites miniers ;
- Approuver les mécanismes proposés pour le contrôle futurs des activités minières et le suivi du recouvrement des frais de formation et appui institutionnel ;

- Accélérer le processus de ratification de l'ordonnance N°003/PR/2024 du 22 juillet 2024 portant harmonisation du cadre juridique régissant le secteur des Mines et de la Géologie au Tchad ;
- Prendre en compte et intégrer les dispositions nouvelles et pertinentes issues de la mission du contrôle dans le projet de relecture du Code Minier ;
- Relancer l'inventaire minier pour approfondir la connaissance géologique et découvrir des nouvelles cibles minérales pour attirer d'avantages des investisseurs miniers internationaux aux capacités avérées etc.

Pour les Rapporteurs
La Rapporteure Générale

Mme KHADIDJA HASSANE ABDOULAYE

Le Président du Comité

L'Inspecteur General

MAHAMAT ADEF ADAM

ANNEXE 5 : MESURES PROPOSEES

ANNEXE 5a : SUBSTANCES DES MINES

SUBSTANCES DES MINES (298 actes)	TYPE DE MESURES	NOMBRE
	TABLEAU 1 : ACTES A RETIRER	103
	TABLEAU 2 : ACTES DES SOCIETES A METTRE EN DEMEURE	25
	TABLEAU 3 : ACTES A MAINTENIR	5
	TABLEAU 4 : ACTES EXPIRES	165

TOTAL ACTES MINES = 298

N°	MESURE	NOMBRE
1	RETRAIT	103
2	MISE EN DEMEURE	25
3	MAINTIEN	5
4	EXPIRE	165
	TYPES D'ACTES MINES TRAITES	
1	Permis de Recherche	83
2	Permis d'Exploitation Industrielle	15
3	Permis d'Exploitation Semi Industrielle	14
4	Autorisation d'Exploitation Semi-industrielle	43
5	Autorisation d'Exploitation Artisanale Semi-mécanisée	70
6	Autorisation d'Exploitation des Rejets	18
7	Autorisation d'Exploitation Artisanale Traditionnelle	25
8	Autorisation de Prospection	30
	TOTAL	298

ACTES MINES A RETIRER = 103

N°	TYPE D'ACTES	NOMBRE
1	Permis de Recherche	28
2	Permis d'Exploitation Industrielle	12
3	Permis d'Exploitation Semi Industrielle	11
4	Autorisation d'Exploitation Semi-industrielle	6
5	Autorisation d'Exploitation Artisanale Semi-mécanisée	27
6	Autorisation d'Exploitation des Rejets	10
7	Autorisation d'Exploitation Artisanale Traditionnelle	3
8	Autorisation de Prospection	6

ACTES DES SOCIETES A METTRE EN DEMEURE =

25 actes pour 17 sociétés

N°	TYPE D'ACTE	NOMBRE
1	Permis de Recherche	8
2	Permis d'Exploitation Semi Industrielle	3
3	Autorisation d'Exploitation Artisanale Semi-mécanisée	09
4	Autorisation d'Exploitation des Rejets	4
5	Autorisation d'Exploitation Artisanale Traditionnelle	1

ACTES A MAINTENIR = 05

N°	TYPE D'ACTE	NOMBRE
1	Permis de Recherche	1
2	Permis d'Exploitation Industrielle	3
3	Autorisation d'Exploitation Artisanale Semi-mécanisée	1

ACTES EXPIRES = 165

N°	TYPE D'ACTE	NOMBRE
1	Autorisation d'Exploitation Artisanale Traditionnelle	21
2	Autorisation d'Exploitation Artisanale Semi-mécanisée	33
3	Autorisation d'Exploitation Semi-industrielle	37
4	Autorisation d'Exploitation des Rejets	4
5	Permis de Recherche	46
6	Autorisation de Prospection	24

République du Tchad

Ministère du Pétrole, des Mines et de la Géologie

Secrétaire d'Etat au Pétrole Chargé des Mines et de la Géologie

Comité Chargé de Faire la Situation Globale des Textes Miniers, des Permis et Autorisations, des Acteurs en Charge du Recouvrement des Recettes Minières et des Frais d'Appui Institutionnel et de Formation des Sociétés Minières et des Carrières

Unité -Travail -Progrès

تقدم –عمل – وحدة

جمهورية تشاد

وزارة البترول، المناجم والجيولوجيا

أمانة الدولة للبترول المكلفة بالمناجم والجيولوجيا

TABLEAU I

RECAPITULATIF

DES TITRES MINIERS ET AUTORISATIONS

A RETIRER IMMEDIATEMENT

SUBSTANCES DES MINES

PERMIS DE RECHERCHES					
Nombre	**Province**	**Sociétés**	**Manquements**	**Textes appliqués**	**Proposition du comité**
2	**GUERA**	**ETS ALBACHAR DJALOUL**	Arrêté N°025 octroyé le 02/03/2023, 4 ans, 150 Km² Arrêté N°026 octroyé le 02/03/2023, 4 ans, 145.203 Km² 1. Non présentation au Contrôle ; 2. Non démarrage des travaux de recherches ; 3. Non-respect des engagements financiers ; 4. Notice d'Impact Environnemental et Social ; 5. Absence sur le terrain.	Code Minier de 2018 Articles 78, 79 et 209	**Retrait**
2	**TIBESTI**	**GLIGLI SARL**	Arrêté N°046 octroyé le 16/04/2024, 4 ans, 49.78 Km² Arrêté N°047 octroyé le 16/04/2024, 4 ans, 49.65 Km² 1. Renonciation des permis par le bénéficiaire	Code Minier de 2018 Articles 78, 79 et 209	**Retrait**
2	**HADJER LAMIS**	**AL-ABASSI CARRIERE**	Arrêté N°067 octroyé le 05/05/2023, 4 ans, 111.388 Km² Arrêté N°068 octroyé le 05/05/2023, 4 ans, 146.762Km² 1. Non présentation au Contrôle ; 2. Non démarrage des travaux de recherches ; 3. Non-respect des engagements financiers ; 4. Notice d'Impact Environnemental et Social ; 5. Absence sur le terrain.	Code Minier de 2018 Articles 78, 79 et 209	**Retrait**
1	**TIBESTI**	**AMAZONE TIBESTI**	Arrêté N° 69 octroyé le 05/05/2023 ; 4 ans ; 109.906 km² 1. Demande de renonciation du permis ; 2. Superposition de titre avec le couloir d'orpaillage ;	Code Minier de 2018 : Articles 78, 79 et 209	**Retrait**
1	**SILA**	**ARITARO AIJAILLY RECHERCHE ET SECURITY (SAAR SECURITE SARL)**	Arrêté N° 036 octroyé le 26/07/2021 ; 4 ans ; 132.36 km² 1. Non présentation au Contrôle ; 2. Non démarrage des travaux de recherches ; 3. Non-respect des engagements financiers ; 4. Notice d'Impact Environnemental et Social ; 5. Absence sur le terrain.	Code Minier de 2018 :Articles 78, 79 et 209	**Retrait**

2	GUERA/WADI FIRA	BAOU BUSINESS CORPORATION (BABCO)	Arrêté N° 120 octroyé le 30/11/2022 ; 4 ans ; 145.68 km² Arrêté N° 121 octroyé le 30/11/2022 ; 4 ans ; 145.08 km² 1. Non présentation au Contrôle ; 2. Non démarrage des travaux de recherches ; 3. Non-respect des engagements financiers ; 4. Notice d'Impact Environnemental et Social ; 5. Absence sur le terrain.	Code Minier de 2018 Articles 78, 79 et 209	**Retrait**
2	OUADDAI	ROYAL MINING GROUP SA/AG	Arrêté N° 118 octroyé le 30/11/2022 ; 4 ans ; 146.08 km² Arrêté N° 119 octroyé le 30/11/2022 ; 4 ans ; 145.11 km² 1. Non présentation au Contrôle ; 2. Non démarrage des travaux de recherches ; 3. Non-respect des engagements financiers ; 4. Notice d'Impact Environnemental et Social ; Absence sur le terrain.	Code Minier de 2018 Articles 78, 79 et 209	**Retrait**
1	SILA	BLACK STONE FOR GOLD	Arrêté N° 091 octroyé le 07/10/2022 ; 4 ans ; 146.521km² 1. Non présentation au Contrôle ; 2. Non démarrage des travaux de recherches ; 3. Non-respect des engagements financiers ; 4. Notice d'Impact Environnemental et Social ; 5. Absence sur le terrain.	Code Minier de 2018 Articles 78, 79 et 209.	**Retrait**
2	SILA	CHAD MINING GROUP SARL	Arrêté N° 033 octroyé le 21/07/2021 ; 4 ans ; 119.75 km² Arrêté N° 035 octroyé le 21/07/2021 ; 4 ans ; 132.36 km² 1. Non présentation au Contrôle ; 2. Non démarrage des travaux de recherches ; 3. Non-respect des engagements financiers ; 4. Notice d'Impact Environnemental et Social ; 5. Absence sur le terrain.	Code Minier de 2018 Articles 78, 79 et 209	**Retrait**

1	LOGONE ORIENTAL	ISHTAR BERLIN SARL	Arrêté N° 008 octroyé le 07/01/2022 ; 4 ans ; 147.289km² 1. Non présentation au Contrôle ; 2. Non démarrage des travaux de recherches ; 3. Non-respect des engagements financiers ; 4. Notice d'Impact Environnemental et Social ; 5. Absence sur le terrain.	Code Minier de 2018 Articles 78, 79 et 209	**Retrait**
1	GUERA	D'EXPLORATION ET D'EXPLOITATION MINIERE LA PANGEE	Arrêté N° 011 octroyé le 07/01/2022 ; 4 ans ; 148.897km² 1. Non présentation au Contrôle ; 2. Non démarrage des travaux de recherches ; 3. Non-respect des engagements financiers ; 4. Notice d'Impact Environnemental et Social ; 5. Absence sur le terrain.	Code Minier de 2018 Articles 78, 79 et 209	**Retrait**
1	TIBESTI	IBET ADOUM	Arrêté N° 0100/2022 octroyé le 10/10/2022 ; 4 ans ; 134.818km² 1. Non démarrage des travaux de recherches ; 2. Non-respect des engagements financiers ; 3. Notice d'Impact Environnemental et Social ; 4. Absence sur le terrain.	Code Minier de 2018 Articles 78, 79 et 209	**Retrait**
2	GUERA	IBNI SOSSAL SARL	Arrêté N° 065/2023 octroyé le 05/05/2023 ; 4 ans ; 92.415km² Arrêté N° 066/2023 octroyé le 05/05/2023 ; 4 ans ; 148.089 km² 1. Non démarrage des travaux de recherches ; 2. Non-respect des engagements financiers ; 3. Notice d'Impact Environnemental et Social ; 4. Absence sur le terrain.	Code Minier de 2018 Articles 78, 79 et 209	**Retrait**
1	GUERA	ABOU ARAFAT ET FILS	Arrêté N° 009/2022 octroyé le 07/01/2022 ; 4 ans ; 71.122km² 1. Non démarrage des travaux de recherches ; 2. Non-respect des engagements financiers ; 3. Notice d'Impact Environnemental et Social ; 4. Absence sur le terrain.	Code Minier de 2018 Articles 78, 79 et 209	**Retrait**

1	SILA	HUIBO INTERNATIONAL MINING	Arrêté N° 103/2022 octroyé le 13/10/2022 ; 4 ans ; km² 1. Non démarrage des travaux de recherches ; 2. Non-respect des engagements financiers ; 3. Notice d'Impact Environnemental et Social ; 4. Absence sur le terrain	Code Minier de 2018 Articles 78, 79 et 209	**Retrait**
2	TIBESTI	MOUDIGUI	Arrêtés N°0104 et 105/2022 du 10/10/2022 ; 147,81/83,56km² 1. Non démarrage des travaux de recherches ; 2. Non-respect des engagements financiers ; 3. Notice d'Impact Environnemental et Social ; 4. Absence sur le terrain.	Code Minier de 2018 Articles 78, 79 et 209	**Retrait**
1	BATHA	HASSASSI	Arrêté N°050/2024 du 19/04/2024 ; 50 Km² 1. Non présentation au Contrôle ; 2. Non démarrage des travaux de recherches ; 3. Non-respect des engagements financiers ; 4. Notice d'Impact Environnemental et Social ; Absence sur le terrain.	Code Minier de 2018 Articles 78, 79 et 209	**Retrait**
1	GUERA	TCHAD SOA SOLAR	Arrêté N° 032/2023 octroyé le 20/03/2023 ; 4 ans ; 81.56km² 1. Non démarrage des travaux de recherches ; 2. Non-respect des engagements financiers ; 3. Notice d'Impact Environnemental et Social ; 4. Absence sur le terrain	Code Minier de 2018 Articles 78, 79 et 209	**Retrait**
2	WADI FIRA	GMIA GROUP	Arrêtés N°052 et 53/2021 du 09/09/2021 ; 150/150 km² 1. Non démarrage des travaux de recherches ; 2. Non-respect des engagements financiers ; 3. Notice d'Impact Environnemental et Social ; 4. Absence sur le terrain.	Code Minier de 2018 Articles 78, 79 et 209	**Retrait**
28 Permis		**19 Sociétés**	**PERMIS RECHERCHES**		

PERMIS D'EXPLOITATION INDUSTRIELLE					
Nombre	**Province**	**Sociétés**	**Manquements**	**Textes appliqués**	**Proposition du comité**
2	**BATHA**	**GR STRATEGIC**	Arrêté N° 047 octroyé le 06/12/2016 ; 25ans ; 138km² Arrêté N° 048 octroyé le 06/12/2016 ; 25ans ; 118km² 1. Non présentation au Contrôle ; 2. Pas Permis environnemental ; 3. Pas d'Etude de faisabilité d'exploitation ; 4. Non-respect des engagements financiers ; 5. Pas de cession de la part de l'Etat 6. Absence prolongée sur le terrain. NB : Mise en demeure en date du 22 mai 2018 ; Lettre de rappel du 04 février 2019.	Code Minier de 1995 Articles 42 et 47	**Retrait**
4	**TIBESTI/ WADI FIRA**	**GMIA**	Arrêté N° 046 octroyé le 05/12/2016 ; 25ans ; 197 km² Arrêté N° 043 octroyé le 05/12/2016 ; 25ans ; 198.4 km² Arrêté N° 094 octroyé le 07/10/2022 ; 20ans ; 149.9km² Arrêté N° 095 octroyé le 07/10/2022 ; 20ans ; 149.7km² 1. Pas d'Etude de faisabilité d'exploitation indus; 2. Pas de programmes d'activités 3. Pas de rapports techniques et financiers ; 4. Pas d'état de paiement des taxes et droits ; 5. Non-respect des engagements conventionnels ; 6. Pas de cession de la part de l'Etat etc.	Code Minier de 1995 Articles 42 et 47	**Retrait**
4	**BATHA**	**MIREDEX GMIA GROUP**	Arrêté N° 066 octroyé le 31/05/2022 ; 20ans ; 168.8km² Arrêté N° 065 octroyé le 31/05/2022 ; 20ans ; 195.9km² Arrêté N° 092 octroyé le 07/10/2022 ; 20ans ; 149.2km² Arrêté N° 093 octroyé le 07/10/2022 ; 20ans ; 149.3km² 1. Pas d'Etude de faisabilité d'exploitation indust ; 2. Pas de programmes d'activités 3. Pas de rapports techniques et financiers ; 4. Pas d'état de paiement des taxes et droits ; 5. Non-respect des engagements conventionnels ; 6. Pas de cession de la part de l'Etat etc.	Code Minier de 2018 Article 119-124 et 209	**Retrait**

2	BATHA/ WADI FIRA	SOGEM 2/ GROUPE GMIA	Arrêté N° 064 octroyé le 07/06/2022 ; 20ans ; 169.7km² Arrêté N° 088 octroyé le 30/09/2022 ; 20ans ; 169.7km² 1. Pas d'Etude de faisabilité d'exploitation indust; 2. Pas de programmes d'activités 3. Pas de rapports techniques et financiers ; 4. Pas d'état de paiement des taxes et droits ; 5. Non-respect des engagements conventionnels ; 6. Pas de cession de la part de l'Etat etc.	Code Minier de 2018 Article 119-124 et 209	**Retrait**
12 Permis		**4 Sociétés**	**PERMIS D'EXPLOITATION INDUSTRIELLE**		

PERMIS D'EXPLOITATION SEMI-INDUSTRIELLE					
Nombre	**Province**	**Sociétés**	**Manquements**	**Textes appliqués**	**Proposition du comité**
1	Tibesti	HUNAN DAQIN	Arrêté N°172 octroyé le 23/10/2018 ; 10 ans ; 5,4km² 1. Non présentation au Contrôle ; 2. Pas de permis de recherche préalable ; 3. Pas de Permis environnemental ; 4. Pas d'étude de faisabilité de l'exploitation ; 5. Pas de Rapport de l'exploitation de l'Or ; 6. Etat de versement de la redevance ad valorem ; 7. Pas de cession de la part de l'Etat 8. Absence prolongée sur le terrain	Code Minier de 2018 Article 97-102 et 209	**Retrait**
2	MKO	SONADEM	Arrêté N°182 octroyé le 07/11/2018 ; 10 ans ; 4,7km² Arrêté N°182 octroyé le 07/11/2018 ; 10 ans ; 4,7km² 1. Pas de permis de recherche préalable ; 2. Pas de Permis environnemental ; 3. Pas d'étude de faisabilité de l'exploitation ; 4. Pas de programme d'activités ; 5. Pas de Rapport d'exploitation de l'Or ; 6. Pas d'Etat de versement de la redevance ad valorem ; 7. Pas de cession de la part de l'Etat 8. Absence prolongée sur le terrain	Code Minier de 2018 Article 97-102 et 209	**Retrait**

2	GUERA	SOCIETE AFRIQUE COMMERCE GENERAL ET CONSTRUCTION (ACGC)	Arrêté N°008 octroyé le 16/06/2020 ; 10 ans ; 4,87km² Arrêté N°009 octroyé le 16/06/2020 ; 10 ans ; 4,97km² 1. Non présentation au Contrôle ; 2. Pas de permis de recherche préalable 3. Pas de Permis environnemental ; 4. Pas d'étude de faisabilité de l'exploitation 5. Pas de programme d'activités ; 6. Pas de Rapport de l'exploitation de l'Or ; 7. Pas d'Etat de versement de la taxe ad valorem ; 8. Pas de cession de la part de l'Etat	Code Minier de 2018 Article 97-102 et 209	**Retrait**
2	SILA	SOCIETE KESSAYA GROUPE	Arrêté N°003 octroyé le 10/01/2019 ; 10 ans ; 5 km² Arrêté N°004 octroyé le 10/01/2019 ; 10 ans ; 5 km² 1. Non présentation au Contrôle ; 2. Pas de permis de recherche préalable 3. Pas de Permis environnemental ; 4. Pas d'étude de faisabilité de l'exploitation ; 5. Pas de programme d'activités ; 6. Pas de Rapport de l'exploitation de l'Or ; 7. Pas d'Etat de versement de la taxe ad valorem ; 8. Pas de cession de la part de l'Etat 9. Absence sur le terrain	Code Minier de 2018 Article 97-102 et 209	**Retrait**
2	ENNEDI OUEST	SOCIETE CHADJAA SARL	Arrêté N°035 octroyé le 09/04/2024 ; 10 ans ; 5 km² Arrêté N°036 octroyé le 09/04/2024 ; 10 ans ; 5 km² 1. Pas de permis de recherche préalable 2. Pas d'étude de faisabilité de l'exploitation ; 3. Pas de programme d'activités ; 4. Pas de cession de la part de l'Etat 5. Pas de Rapport de l'exploitation de l'Or etc.	Code Minier de 2018 Article 97-102 et 209	**RETRAIT** ET TRANSFORMATION EN SEMI MECANISEE
2	SILA	GAZELLE-TCHAD	Arrêté N°010 octroyé le 16/01/2020 ; 10 ans ; 5 km² Arrêté N°013 octroyé le 22/01/2020 ; 10 ans ; 5 km² 1. Non présentation au contrôle ; 2. Pas de permis de recherche préalable 3. Pas de programme d'activités ; 4. Pas de Rapport de l'exploitation de l'Or etc. 5. Pas d'Etat de versement de la taxe ad valorem ; 6. Pas de cession de la part de l'Etat	Code Minier de 2018 Article 97-102 et 209	**Retrait** ET TRANSFORMATION EN SEMI MECANISEE
11 Permis		**6 Sociétés**	**PERMIS D'EXPLOITATION SEMI INDUSTRIELLE**		

AUTORISATION D'EXPLOITATION SEMI INDUSTRIELLE

Nombre	Province	Sociétés	Manquements	Textes appliqués	Proposition du comité
2	BATHA	SOPRIMEX	Arrêté N° 098 octroyé le 27/07/2023 ; 5 ans ; 5 Km² 1. Vice de procédure (Acte invalide); 2. Pas de programme d'activités ; 3. Pas de Rapport d'exploitation de l'Or ; 4. Pas d'Etat de versement de la redevance ad valorem	Code Minier de 2018 Article 209	**Retrait** et reprise de l'acte en autorisation d'exploitation semi mécanisée
2	BATHA	ABOURACHID PETROLE (S.A.P)	Arrêté N° 099 octroyé le 27/07/2023 ; 5 ans ; 5 Km² 1. Vice de procédure (Acte invalide) ; 2. Pas de programme d'activités ; 3. Pas de Rapport d'exploitation de l'Or ; 4. Pas d'Etat de versement de la redevance ad valorem ;	Code Minier de 2018 Article 209	**Retrait** et reprise de l'acte en autorisation d'exploitation semi mécanisée
2	BATHA	AL RAHIM GROUP AL BATHA	Arrêté N° 100 octroyé le 27/07/2023 ; 5 ans ; 5 Km² 1. Vice de procédure (Acte invalide) ; 2. Pas de programme d'activités ; 3. Pas de Rapport d'exploitation de l'Or ; 4. Pas d'Etat de versement de la redevance ad valorem ;	Code Minier de 2018 Article 209	**Retrait** et reprise de l'acte en autorisation d'exploitation semi mécanisée
6 Autorisations		3 Sociétés	**AUTORISATIONS D'EXPLOITATION SEMI INDUSTRIELLE**		

AUTORISATION D'EXPLOITATION ARTISANALE SEMI MECANISEE					
Nombre	**Province**	**Sociétés**	**Manquements**	**Textes appliqués**	**Proposition du comité**
2	**ENNEDI OUEST**	**BIRDOUANE**	Arrêté N°068 octroyé le 03/06/2022 ; 3 ans ; 2 km² Arrêté N°069 octroyé le 03/06/2022 ; 3 ans ; 2 km² 1. Non présentation au Contrôle ; 2. Pas de programme d'activités ; 3. Pas de Rapport de l'exploitation de l'Or ; 4. Pas d'Etat de versement de la redevance ad valorem ; 5. Pas d'Etude ou Notice d'Impact Env et Soc; 6. Pas d'Etude de faisabilité de l'exploitation ; 7. Pas de Capacité financière et technique.	Code Minier de 2018 : Article 184, 185 et 209 Décret 2087 de 2019 : article **113**	**Retrait**
1	**TIBESTI**	**BOUROU INTER**	Arrêté N°061 octroyé le 02/05/2023 ; 3 ans ; 0.66km² 1. Non présentation au Contrôle ; 2. Vice de procédure ; 3. Pas de programme d'activités ; 4. Pas de Rapport de l'exploitation de l'Or ; 5. Pas d'Etat de versement de la redevance ad valorem ; 6. Pas d'Etude ou Notice d'Impact Env et Soc; 7. Pas d'Etude de faisabilité de l'exploitation ; 8. Pas de Capacité financière et technique.	Code Minier de 2018 : Article 184, 185 et 209 Décret 2087 de 2019 : article 113	**Retrait**
1	**TIBESTI**	**DOURGOUSSI**	Arrêté N°029 octroyé le 04/06/2024 ; 3 ans ; 2 km² 1. Non présentation au Contrôle ; 2. Vice de procédure ; 3. Pas de programme d'activités ; 4. Pas de Rapport de l'exploitation de l'Or ; 5. Pas d'Etude ou Notice d'Impact Env et Soc; 6. Pas d'Etude ou Notice d'Impact Environnemental et Social ; 7. Pas d'Etude de faisabilité de l'exploitation ; 8. Pas de Capacité financière et technique.	Code Minier de 2018 : Article et 209 Décret3039 de 2023	**Retrait** reprendre l'acte par le Guichet Unique de la SONEMIC

2	**ENNEDI OUEST**	**LA GENERALE DES MINES**	Arrêté N°019 octroyé le 13/03/2024 ; 3 ans ; 2 km² Arrêté N°020 octroyé le 13/03/2024 ; 3 ans ; 2 km² 1. Non présentation au Contrôle ; 2. Vice de procédure ; 3. Pas de programme d'activités ; 4. Pas de Rapport de l'exploitation de l'Or ; 5. Pas d'Etat de versement de la redevance ad valorem ; 6. Pas d'Etude ou Notice d'Impact Environnemental et Social ; 7. Pas d'Etude de faisabilité de l'exploitation ; 8. Pas de Capacité financière et technique.	Code Minier de 2018 : Article et 209 Décret 3039 de 2023	**Retrait** reprendre l'acte par le Guichet Unique de la SONEMIC
2	**TIBESTI**	**SOCIETE D'EXPLOITATION ET DE COMMERCE DES MINES (SECOM)**	Arrêté N°011 octroyé le 01/02/2023 ; 3 ans ; 2 km² Arrêté N°012 octroyé le 01/02/2023 ; 3 ans ; 2 km² 1. Non présentation au Contrôle ; 2. Pas de programme d'activités ; 3. Pas de Rapport de l'exploitation de l'Or ; 4. Pas d'Etat de versement de la redevance ad valorem ; 5. Pas d'Etude ou Notice d'Impact Environnemental et Social ; 6. Pas d'Etude de faisabilité de l'exploitation ; 7. Pas de Capacité financière et technique.	Code Minier de 2018 : Article 184, 185 et 209 Décret 3039 de 2023	**Retrait**
2	**TIBESTI**	**GLIGLI SARL**	Arrêté N°040/2024 Arrêté N°041/2024 1. Demande d'annulation des actes ; 2. Vice de procédure ; 3. Pas de programme d'activités ; 4. Pas de Rapport de l'exploitation de l'Or ; 5. Pas d'Etude de faisabilité de l'exploitation ; 6. Pas de Capacité financière et technique etc.	Code Minier de 2018 : Articles 184, 185 et 209 Décret 3039 de 2023	**Retrait**
2	**TIBESTI**	**ABOU ARAFAT ET FILS**	Arrêté N°0108/2023 du 31/07/2023 ; 2Km² Arrêté N°0109/2023 du 31/07/2023 ; 2Km² 1. Pas de programme d'activités ; 2. Pas de Rapport de l'exploitation de l'Or ; 3. Pas d'Etat de versement de la redevance ad valorem ;	Code Minier de 2018 : Articles 184, 185 et 209 Décret 2087 de 2019 : article 113	**Retrait**

			4. Pas d'Etude ou Notice d'Impact Environnemental et Social ; 5. Pas d'Etude de faisabilité de l'exploitation ; 6. Pas de Capacité financière et technique.		
2	**ENNEDI OUEST**	**SOCIETE TCHELMADJI SERVICE TRANSPORT**	Arrêté N°0171/2023 du 05/12/2023 ; 2Km² Arrêté N°0173/2023 du 05/12/2023 ; 2Km² 1. Pas de programme d'activités ; 2. Vice de procédure ; 3. Pas de Rapport de l'exploitation de l'Or ; 4. Pas d'Etat de versement de la redevance ad valorem ; 5. Pas d'Etude ou Notice d'Impact Environnemental et Social ; 6. Pas d'Etude de faisabilité de l'exploitation ; 7. Pas de Capacité financière et technique.	Code Minier de 2018 : Articles 184, 185 et 209 Décret 3039 de 2023	**Retrait** reprendre l'acte par le Guichet Unique de la SONEMIC
3	**ENNEDI OUEST**	**SOCIETE TETI**	Arrêté N° 039/2023 du 29/03/2023 Arrêté N°040/2023 du 29/03/2023 Arrêté N°034/2023 23/03/2023 1. Pas de programme d'activités ; 2. Pas de Rapport de l'exploitation de l'Or ; 3. Pas d'Etat de versement de la redevance ad valorem ; 4. Pas d'Etude ou Notice d'Impact Environnemental et Social ; 5. Pas d'Etude de faisabilité de l'exploitation ; 6. Pas de Capacité financière et technique.	Code Minier de 2018 : Articles 184, 185 et 209 Décret 2087 de 2019 : article 113	**Retrait**
1	**ENNEDI OUEST**	**SOCIETE AL MANAH**	Arrêté, N°0102/2023, Wadi Saala, du 27/07/2023 1. Pas de programme d'activités ; 2. Pas de Rapport de l'exploitation de l'Or ; 3. Pas d'Etat de versement de la redevance ad valorem ; 4. Pas d'Etude ou Notice d'Impact Envi et Soc 5. Pas d'Etude de faisabilité de l'exploitation ; 6. Pas de Capacité financière et technique.	Code Minier de 2018 : Articles 184, 185 et 209 Décret 2087 de 2019 : article 113	**Retrait**

2	**TIBESTI/ ENNEDI OUEST**	**SOCIETE HAJAIG CONSTRUCTION**	Arrêté N°103/2023, Kouri, Tibesti du 27/07/2023 Arrêté N°104/2023, Wadi Saala du 27/07/2023 1. Pas de Rapport de l'exploitation de l'Or ; 2. Pas d'Etat de versement de la redevance ad valorem ; 3. Pas d'Etude ou Notice d'Impact Envi et Soc 4. Pas d'Etude de faisabilité de l'exploitation ; 5. Pas de Capacité financière et technique	Code Minier de 2018 : Articles 184, 185 et 209 Décret 2087 de 2019 : article 113	**Retrait**
2	**TIBESTI**	**SOCIETE STEXPORT**	Arrêté N°0120/2023, Kouri, du 16/08/2023 Arrêté N°0121/2023, Kouri, du 16/08/2023 1. Pas de programme ni de rapports de l'exploitation de l'Or ; 2. Pas d'Etude ou Notice d'Impact Envi et Soc 3. Pas d'Etude de faisabilité de l'exploitation ; 4. Pas de Capacité financière et technique ; 5. Paiement temporaire des droits et taxes	Code Minier de 2018 : Articles 184, 185 et 209 Décret 2087 de 2019 : article 113	**Retrait** reprendre l'acte par le Guichet Unique de la SONEMIC
2	**MKO**	**SOCIETE SAMKY GOLD**	Arrêté N°060/2022, du 30/05/2022 Arrêté N°059/2022, du 30/05/2022 1. Pas de Rapport de l'exploitation de l'Or ; 2. Pas d'Etat de versement de la redevance ad valorem ; 3. Pas d'Etude ou Notice d'Impact Environnemental et Social ; 4. Pas d'Etude de faisabilité de l'exploitation ; 5. Pas de Capacité financière et technique	Code Minier de 2018 : Articles 184, 185 et 209 Décret 2087 de 2019 : article 113	**Retrait**
2	**BATHA**	**ABOUSSAFITA**	Arrêtés N°002 et 003/2024 du 16/01/2024 1. Vice de procédure ; 2. Pas de programme d'activités ; 3. Pas de Rapport de l'exploitation de l'Or ; 4. Pas d'Etat de versement de la redevance ad valorem ; 5. Pas d'Etude ou Notice d'Impact Environnemental et Social ; 6. Pas d'Etude de faisabilité de l'exploitation ; 7. Pas de Capacité financière et technique	Code Minier de 2018 : Articles 184, 185 et 209 Décret 3039 de 2023	**Retrait** reprendre l'acte par le Guichet Unique de la SONEMIC

1	TIBESTI	SEMIK	Arrêté N°048 du 22/03/2022 1. Pas de Rapport de l'exploitation de l'Or ; 2. Pas d'Etat de versement de la redevance ad valorem ; 3. Pas d'Etude ou Notice d'Impact Environnemental et Social ; 4. Pas d'Etude de faisabilité de l'exploitation ; 5. Pas de Capacité financière et technique	Code Minier de 2018 : Articles 184, 185 et 209 Décret 2087 de 2019 : article 113	**Retrait**
27 Autorisations		**15 Sociétés**	**AUTORISATIONS D'EXPLOITATION ARTISANALE SEMI MECANISEE**		

AUTORISATION DE TRAITEMENT DES REJETS

Nombre	Province	Sociétés	Manquements	Textes appliqués	Proposition du comité
2	TIBESTI	GOLDEN TOTAL	Arrêté N°007 octroyé le 01/02/2023 ; 3 ans ; 2,53km² Arrêté N°008 octroyé le 01/02/2023 ; 3 ans ; 2,47km² 1. Non présentation au Contrôle ; 2. Pas de programme d'activités ; 3. Pas de Rapport de l'exploitation de l'Or ; 4. Pas d'Etat de versement de la redevance ad valorem ; 5. Pas d'Etude d'Impact Environnemental et Social ; 6. Pas d'Etude de faisabilité de l'exploitation ; 7. Pas de Capacité financière et technique	Code Minier de 2018 : Article 209 ; Décret 3039 de 2023	**Retrait**
1	MKO	SICOGET	Arrêté N°04/2024 octroyé le 14/01/2024 ; 3 ans ; 0.914km² 1. Non présentation au Contrôle ; 2. Vice de procédure ; 3. Pas de programme d'activités ;	Code Minier de 2018 ; Article 209	**Retrait**

			4. Pas de Rapport de l'exploitation de l'Or ; 5. Pas d'Etat de versement de la redevance ad valorem ; 6. Pas d'Etude d'Impact Environnemental et Social ; 7. Pas d'Etude de faisabilité de l'exploitation ; 8. Pas de Capacité financière et technique	Décret 3039 de 2023	
1	**TIBESTI**	**SOCIETE KESSAYA GROUPE**	Arrêté N°033 octroyé le 05/04/2024 ; 3 ans ; 0,83km² 1. Non présentation au Contrôle ; 2. Vice de procédure ; 3. Pas de programme d'activités ; 4. Pas de Rapport de l'exploitation de l'Or ; 5. Pas d'Etat de versement de la redevance ad valorem ; 6. Pas d'Etude d'Impact Environnemental et Social ; 7. Pas d'Etude de faisabilité de l'exploitation ; 8. Pas de Capacité financière et technique	Code Minier de 2018 ; Article 209 Décret 3039 de 2023	**Retrait**
2	**TIBESTI**	**GLIGLI**	Arrêté N°039/2024 du 12/04/2024 ; 1 Km² Arrêté N°040/2024 12/04/2024 ; 1 Km² 1. Demande d'annulation ; 2. Vice de procédure ;	Code Minier de 2018 ; Article 209 Décret 3039 de 2023	**Retrait**
1	**TIBESTI**	**HAJAIG CONSTRUCTION**	Arrêté N°105/2023, 27/07/2023 ; 1Km² 1. Pas de programme d'activités ; 2. Pas de Rapport de l'exploitation de l'Or ; 3. Pas d'Etat de versement de la redevance ad valorem ; 4. Pas d'Etude d'Impact Environnemental et Social ; 5. Pas d'Etude de faisabilité de l'exploitation ; 6. Pas de Capacité financière et technique	Code Minier de 2018 ; Article 209 Décret 3039 de 2023	**Retrait**
1	**TIBESTI**	**DAWNE**	Arrêté N°015/2022 du 14/01/2022 ; 1.1 Km² 1. Pas de programme d'activités ; 2. Pas de Rapport de l'exploitation de l'Or ;	Code Minier de 2018 ; Article 209	**Retrait**

			3. Paiement temporaire de la redevance ad valorem ; 4. Pas d'Etude d'Impact Environnemental et Social ; 5. Pas d'Etude de faisabilité de l'exploitation ; 6. Pas de Capacité financière et technique	Décret 3039 de 2023	
1	TIBESTI	ABNA SAHARA	Arrêté N°026/2022 du 7/02/2022 ; 1.157 km² 1. Non présentation au contrôle ; 2. Pas de programme d'activités ; 3. Pas de Rapport de l'exploitation de l'Or ; 4. Pas d'Etat de versement de la redevance ad valorem ; 5. Pas d'Etude d'Impact Environnemental et Social ; 6. Pas d'Etude de faisabilité de l'exploitation ; 7. Pas de Capacité financière et technique	Code Minier de 2018 ; Article 209 Décret 3039 de 2023	**Retrait**
1	TIBESTI	SEMIK	Arrêté N°047/2022 du 22/04/2022 ; 2 Km² 1. Non présentation au contrôle ; 2. Pas de programme d'activités ; 3. Pas de Rapport de l'exploitation de l'Or ; 4. Pas d'Etat de versement de la redevance ad valorem ; 5. Pas d'Etude d'Impact Environnemental et Social ; 6. Pas d'Etude de faisabilité de l'exploitation ; Pas de Capacité financière et technique	Code Minier de 2018 ; Article 209 Décret 3039 de 2023	**Retrait**
10 Autorisations		**8 Sociétés**	**AUTORISATIONS D'EXPLOITATION DES REJETS**		

AUTORISATION D'EXPLOITATION ARTISANALE TRADITIONNELLE					
Nombre	**Province**	**Sociétés**	**Manquements**	**Textes appliqués**	**Proposition du comité**
1	**WADI FIRA**	**ABDELDJALIL MAAROUF**	Arrêté N°001/2024 du 02/01/2024 ; 1Km² 1. Non présentation au Contrôle ; 2. Vice de procédure 3. Non-respect des engagements financiers ;	Code Minier de 2018 ; Articles 184, 185 et 209 Décret3039 de 2023	**Retrait**
2	**MKO**	**FIDELITE**	Arrêté N°022/2024 du 14/03/2024 ; 1Km² Arrêté N°023/2024 du 14/03/2024 ; 1Km² 1. Non présentation au Contrôle ; 2. Vice de procédure 3. Non-respect des engagements financiers ;	Code Minier de 2018 ; Articles 184, 185 et 209 Décret3039 de 2023	**Retrait**
3 autorisations		**2 sociétés**	**AUTORISATIONS D'EXPLOITATION ARTISANALE TRADITIONNELLE**		

AUTORISATION DE PROSPECTION					
Nombre	**Province**	**Sociétés**	**Manquements**	**Textes appliqués**	**Proposition du comité**
1	BATHA	IBNI SOSSAL SARL	Arrêté N°045/2024 du 10/04/2024 ; 18.723 Km² 1. Non présentation au Contrôle ; 1. Non démarrage des travaux de prospection ; 2. Non-respect des engagements ; 3. Absence sur le terrain.	Code Minier de 2018 : Articles 63 et 209	**Retrait**
2	TIBESTI	GLIGLI	Arrêté N°048/2024 et N°049/2024 du 16/04/2024 ; 50 et 48.3 Km² 1. Demande d'annulation 2. Non démarrage des travaux de prospection ; 3. Non-respect des engagements ; 4. Absence sur le terrain.	Code Minier de 2018 : Articles 63 et 209	**Retrait**
1	CHARI BAGUIRMI	STREVO	Arrêté N°017/2024 du 01/02/2024 ; 48.3Km² 1. Non présentation au Contrôle ; 2. Non démarrage des travaux de prospection ; 3. Non-respect des engagements ; 4. Absence sur le terrain.	Code Minier de 2018 : Articles 63 et 209	**Retrait**
	BATHA	BRAVO LEINA	Arrêté N°005/2024 du 10/01/2024 ; 23.815Km² 1. Non présentation au Contrôle ; 2. Non démarrage des travaux de prospection ; 3. Non-respect des engagements ; 4. Absence sur le terrain.	Code Minier de 2018 : Articles 63 et 209	**Retrait**
1	GUERA	AL ABBASSI CARRIERE	Arrêté N°169/2023 du 26/12/2023 ; 1. Non présentation au Contrôle ; 2. Non démarrage des travaux de prospection ; 3. Non-respect des engagements ; 4. Absence sur le terrain.	Code Minier de 2018 : Articles 63 et 209	**Retrait**
6 autorisations		**5 sociétés**	**AUTORISATIONS DE PROSPECTION**		

Récapitulatif des retraits : 103 actes répartis comme suit :

- **Vingt-huit (28) permis** de recherche pour dix- neuf (19) Sociétés ;
- **Douze (12) permis** d'exploitation industrielle pour quatre (04) Sociétés ;
- **Onze (11) permis** d'exploitation semi industrielle pour six (06) Sociétés ;
- **Six (06) autorisations** d'exploitation semi-industrielle pour trois (03) Sociétés ;
- **Vingt-sept (27) autorisations** d'exploitation artisanale semi mécanisée pour quinze (15) Sociétés ;
- **Dix (10) autorisations** de traitement des rejets pour huit (08) Sociétés.
- **Trois (03) autorisations** d'exploitation artisanale traditionnelle pour deux (02) Sociétés.
- **Six (06) autorisations** de prospection pour cinq (05) Sociétés.

Pour les Rapporteurs du Comité
La Rapporteure Générale

KHADIDJA HASSANE ABOULAYE

Pour le Président du Comité

L'Inspecteur General

MAHAMAT ADEF ADAM

République du Tchad

Ministère du Pétrole, des Mines et de la Géologie

Secrétaire d'Etat au Pétrole Chargé des Mines
et de la Géologie

Comité Chargé de Faire la Situation Globale des Textes Miniers, des Permis et Autorisations, des Acteurs en Charge du Recouvrement des Recettes Minières et des Frais d'Appui Institutionnel et de Formation des Sociétés Minières et des Carrières

Unité -Travail -Progrès

تقدم –عمل – وحدة

جمهورية تشاد

وزارة البترول، المناجم والجيولوجيا

أمانة الدولة للبترول المكلفة بالمناجم والجيولوجيا

TABLEAU 2

RECAPITULATIF

DES TITRES MINIERS ET AUTORISATIONS

POUR LES SOCIETES A METTRE DEMEURE

SUBSTANCES DES MINES

PERMIS DE RECHERCHES					
Nombre	**Province**	**Sociétés**	**SITUATION**	**Textes appliqués**	**Proposition du comité**
1	**GUERA**	**IBNI SOSSAL SARL**	Arrêté N°066/2023 du 05/05/2023 ; 148.089 Km² 1. Nouvelle attribution ; 2. Situation financière à jour ; 3. Présence temporaire sur le terrain. 4. Rapport technique et financier disponibles	Code Minier de 2018 Articles 78, 79 et 209	**MISE EN DEMEURE DE 45 JOURS** **Pour soumettre :** 1. La Notice d'Impact Environnemental et Social 2. Faire le Bornage du permis 3. Un programme d'activités de recherche 4. Accélérer le démarrage des travaux
2	**SILA**	**TEKTON**	Arrêtés N°162 et 163/2020 du 30/11/2020 1. Situation financière à jour ; 2. Présence temporaire sur le terrain. 3. Rapport technique et financier disponibles 4. Permis expire dans 1 mois	Code Minier de 2018 Articles 78, 79 et 209	**MISE EN DEMEURE DE 45 JOURS** 1. Introduire une demande de renouvellement du permis si besoin avec preuves de poursuite des travaux de recherche 2. Sans justification une fois le permis expiré, le terrain sera libre de tout droit
2	**TIBESTI**	**DOWSOROMI**	Arrêtés N°123 et 124 du 30/11/2022 ; 133,813/145,66 Km² 1. Attribution récente; 2. Situation financière à jour ;	Code Minier de 2018 Articles 78, 79 et 209	**MISE EN DEMEURE DE 45 JOURS** 1. Régularisation des engagements financiers 2. Soumettre la notice

			3. Présence temporaire sur le terrain. 4. Programme technique disponible 5. Rapports d'activités annuelle disponibles 6. Situation financière pas à jour		d'Impact Environnemental 3. Faire le bornage des permis
1	GUERA	CAM INVESTMENT GROUP	Arrêté N°0134/2023 du 20/09/2023 ; 150 Km² 1. Attribution récente; 2. Situation financière à jour ; 3. Présence temporaire sur le terrain.	Code Minier de 2018 Articles 78, 79 et 209	**MISE EN DEMEURE DE 45 JOURS** 1. Soumettre la notice d'Impact Environnemental 2. Faire le bornage des permis 3. Soumettre un programme de recherche 4. Commencer les travaux et déposer les rapports d'activités
2	GUERA	ETS ALBACHAR DJALOUL	Arrêtés N°025 et 026 du 02/03/2023 ;150 Km²/145,203 Km² 1. Attribution récente. 2. Situation fiscale à jour ; 3. Présence temporaire sur le terrain.	Code Minier de 2018 : Articles 78, 79 et 209	**MISE EN DEMEURE DE 45 JOURS** 1. Soumettre la notice d'Impact Environnemental 2. Faire le bornage des permis 3. Soumettre un programme de recherche 4. Commencer les travaux et déposer les rapports d'activités 5. Régulariser les frais de formation et d'appui institutionnel
8 Permis		5 Sociétés	**PERMIS RECHERCHES**		

PERMIS D'EXPLOITATION SEMI-INDUSTRIELLE					
Nombre	**Province**	**Sociétés**	**Manquements**	**Textes appliqués**	**Proposition du comité**
1	**SILA**	**SOCIETE HUIBO INTERNATIONAL MINING**	Arrêté N°051/2024 du 17/05/2024 ; 5 Km² 1. Attribution récente; 2. Vice de procédure (pas d'exploitation semi industrielle sans recherche préalable)	Code Minier de 2018 Article 97-102 et 209	**MISE EN DEMEURE DE 30 JOURS** 1. Transformation du permis en autorisation d'exploitation semi mécanisée 2. Sinon prouver l'existence du gisement pour justifier l'exploitation semi industrielle et remplir les conditions des textes en vigueur le cas échéant
2	**ENNEDI OUEST**	**SOCIETE EX-BIANCO**	Arrêtés N°030 et 031 du 03/04/2024 1. Attribution récente. 2. Vice de procédure (pas d'exploitation semi industrielle sans recherche préalable) 3. Situation financière à jour	Code Minier de 2018 Article 97-102 et 209	1. Transformation du permis en autorisation d'exploitation semi mécanisée 2. Sinon prouver l'existence du gisement pour justifier l'exploitation semi industrielle et remplir les conditions des textes en vigueur le cas échéant
3 Permis		**2 Sociétés**	**PERMIS D'EXPLOITATION SEMI INDUSTRIELLE**		

AUTORISATION D'EXPLOITATION ARTISANALE SEMI MECANISEE					
Nombre	**Province**	**Sociétés**	**Manquements**	**Textes appliqués**	**Proposition du comité**
2	**ENNEDI OUEST**	**SOCIETE SOCOTRAM**	Arrêtés N°0125 et 126 du 06/12/2022 1. Notice d'Impact Env et Sociale disponible 2. Situation fiscale à jour 3. Rapport technique disponible	Code Minier de 2018 : Article 184, 185 et 209 Décret 2087 de 2019 : article 113	**MISE EN DEMEURE DE 30 JOURS** 1. Faire le bornage du périmètre 2. Payer la caution environnementale au Guichet de la SONEMIC 3. Soumettre un programme annuel et les rapports technique 4. Déclarer la production et payer la taxe ad valorem à la SONEMIC 5. Vendre son or à la SONEMIC 6. Envisager la régularisation de l'acte au Guichet unique au renouvellement
2	**ENNEDI OUEST**	**ABBARCI MINING GROUP Sarl**	Arrêtés N°0170/2023 et 172 du 05/12/2023 1. Vice de procédure 2. Présence sur le terrain 3. Base vie construite 4. Notice d'Impact Env et Sociale disponible 5. Situation fiscale moyenne 6. Capacité technique et financière satisfaisante	Code Minier de 2018 : Article 184, 185 et 209 Décret 3039	**MISE EN DEMEURE DE 30 JOURS** 1. Régularisation de l'acte au Guichet unique de la SONEMIC 2. Faire le bornage du périmètre 3. Payer la caution environnementale au Guichet de la SONEMIC 4. Soumettre un programme annuel et les rapports technique 5. Déclarer la production et

					payer la taxe ad valorem à la SONEMIC 6. Vendre son or à la SONEMIC
2	**ENNEDI OUEST**	**GENERALE DES MINES**	Arrêtés N°19 et 20 du 13/03/2024 1. Vice de procédure 2. Présence sur le terrain 3. Base vie construite 4. Notice d'Impact Env et Sociale disponible 5. Situation fiscale moyenne 6. Capacité technique et financière satisfaisante	Code Minier de 2018 : Article 184, 185 et 209 Décret 3039	**MISE EN DEMEURE DE 30 JOURS** 1. Régularisation de l'acte au Guichet unique de la SONEMIC 2. Faire le bornage du périmètre 3. Payer la caution environnementale au Guichet de la SONEMIC 4. Soumettre un programme annuel et les rapports technique 5. Déclarer la production et payer la taxe ad valorem à la SONEMIC 6. Vendre son or à la SONEMIC
3	**BATHA**	**BRAVO LEINA**	2 Arrêtés N°010 et 018/2024,du 01 02/2023 1 Arrêté N°162/2023 du 24/01/2023 1 AESM, 0162/2023 du 24/01/2023 1. Difficulté d'accès aux sites 2. Terrain occupé par les orpailleurs 3. Notice d'Impact Env et Sociale disponible 4. Programme disponible 5. Situation financière pas à jour	Code Minier de 2018 : Article 184, 185 et 209 Décret 3039	**MISE EN DEMEURE DE 30 JOURS** 1. Reprise de l'acte par le Guichet unique de la SONEMIC 2. Après libération des sites faire le bornage du périmètre 3. Payer la caution environnementale au Guichet de la SONEMIC 4. Soumettre un programme annuel et les rapports technique 5. Déclarer la production et

					payer la taxe ad valorem à la SONEMIC 6. Vendre son or à la SONEMIC
1	**TIBESTI**	**SOCIETE AL MANAH**	Arrêté N°101/2023, Kouri du 27/07/2023 1. Notice d'Impact Env et Sociale disponible 2. Situation fiscale à jour 3. Présence temporaire	Code Minier de 2018 : Article 184, 185 et 209 Décret 3039	**MISE EN DEMEURE DE 30 JOURS** 1. Reprise de l'acte par le Guichet unique de la SONEMIC 2. Faire le bornage du périmètre 3. Payer la caution environnementale au Guichet de la SONEMIC 4. Soumettre un programme annuel et les rapports technique 5. Accélérer les travaux 6. Déclarer la production et payer la taxe ad valorem à la SONEMIC 7. Vendre son or à la SONEMIC
09 Autorisations		**5 Sociétés**	**AUTORISATIONS D'EXPLOITATION ARTISANALE SEMI MECANISEE**		

AUTORISATION DE TRAITEMENT DES REJETS					
Nombre	**Province**	**Sociétés**	**Manquements**	**Textes appliqués**	**Proposition du comité**
1	**BATHA**	**BRAVO LEINA**	Arrêté N°163 du 24/01/2023 1. Difficulté d'accès aux sites 2. Terrain occupé par les orpailleurs 3. Notice d'Impact Env et Sociale disponible 4. Situation financière pas à jour	Code Minier de 2018 : Article 209 ; Décret 3039 de 2023	**MISE EN DEMEURE DE 30 JOURS** 1. Reprise de l'acte par le Guichet unique de la SONEMIC 2. Après libération des sites faire le bornage du périmètre 3. Payer la caution environnementale au Guichet de la SONEMIC 4. Soumettre un programme annuel et les rapports technique 5. Déclarer la production et payer la taxe ad valorem à la SONEMIC 6. Vendre son or à la SONEMIC
1	**TIBESTI**	**SOCIETE AL MANAH**	Arrêté N°0112/2023 du 02/08/2023 1. Notice d'Impact Env et Sociale disponible 2. Situation fiscale à jour 3. Présence temporaire sur le terrain	Code Minier de 2018 : Article 209 ; Décret 3039 de 2023	**MISE EN DEMEURE DE 30 JOURS** 1. Reprise de l'acte par le Guichet unique de la SONEMIC 2. Faire le bornage du périmètre 3. Payer la caution environnementale au Guichet de la SONEMIC 4. Soumettre un programme annuel et les rapports technique 5. Accélérer les travaux

					6. Déclarer la production et payer la taxe ad valorem à la SONEMIC 7. Vendre son or à la SONEMIC
1	**MKO**	**SOCIETE AMAR SARL**	Arrêté N°075/2022 du 05/07/2022 1. Notice d'Impact Env et Sociale disponible 2. Situation fiscale à jour 3. Présence sur le terrain	Code Minier de 2018 : Article 209 ; Décret 3039 de 2023	**MISE EN DEMEURE DE 30 JOURS** 1. Reprise de l'acte par le Guichet unique de la SONEMIC 2. Faire le bornage du périmètre 3. Payer la caution environnementale au Guichet de la SONEMIC 4. Soumettre un programme annuel et les rapports technique 5. Accélérer les travaux 6. Déclarer la production et payer la taxe ad valorem à la SONEMIC 7. Vendre son or à la SONEMIC
1	**TIBESTI**	**ENTREPRISE HOUDI SARL**	Arrêté N°0109/2022 du 04/11/2022 1. Notice d'Impact Env et Sociale disponible 2. Programme et rapport disponibles 3. Situation fiscale à jour 4. Présence sur le terrain	Code Minier de 2018 : Article 209 ; Décret 3039 de 2023	**MISE EN DEMEURE DE 30 JOURS** 1. Reprise de l'acte par le Guichet unique de la SONEMIC 2. Faire le bornage du périmètre 3. Payer la caution environnementale au Guichet de la SONEMIC 4. Soumettre un programme annuel 5. Déclarer la production et

					payer la taxe ad valorem à la SONEMIC 6. Vendre son or à la SONEMIC
4 Autorisations		**4 Sociétés**	**AUTORISATIONS D'EXPLOITATION DES REJETS**		

AUTORISATION D'EXPLOITATION ARTISANALE TRADITIONNELLE					
Nombre	**Province**	**Sociétés**	**Manquements**	**Textes appliqués**	**Proposition du comité**
1	**WADI FIRA**	**ABDELDJELIL ZAKARIA MAAROUF**	Arrêté N°001/2023 du 02/01/2024 1. Situation financière à jour 2. Pas de caution Environnementale	Code Minier de 2018 ; Articles 184, 185 et 209 Décret3039 de 2023	**MISE EN DEMEURE De 30 JOURS** 1. Faire la demande de renouvellement au Guichet unique et se conformer aux nouvelles conditions
1 autorisation		**1 société**	**AUTORISATIONS D'EXPLOITATION ARTISANALE TRADITIONNELLE**		

Récapitulatif des ACTES des sociétés à mettre en demeure : 25 actes répartis comme suit :

- **Huit (08) permis** de recherche pour cinq (05) Sociétés ;
- **Trois (03) permis** d'exploitation semi industrielle pour deux (02) Sociétés ;
- **Neuf (09) autorisations** d'exploitation artisanale semi mécanisée pour cinq (05) Sociétés ;
- **Quatre (04) autorisations** de traitement des rejets pour quatre (04) Sociétés.
- **Une (01) autorisation** d'exploitation artisanale traditionnelle pour une (01) Société.

Pour les Rapporteurs du Comité
La Rapporteure Générale

KHADIDJA HASSANE ABOULAYE

Pour le Président du Comité

L'Inspecteur General

MAHAMAT ADEF ADAM

République du Tchad

Ministère du Pétrole, des Mines et de la Géologie

Secrétaire d'Etat au Pétrole Chargé des Mines
et de la Géologie

Comité Chargé de Faire la Situation Globale des Textes Miniers, des Permis et Autorisations, des Acteurs en Charge du Recouvrement des Recettes Minières et des Frais d'Appui Institutionnel et de Formation des Sociétés Minières et des Carrières

Unité -Travail -Progrès

تقدم –عمل – وحدة

جمهورية تشاد

وزارة البترول، المناجم والجيولوجيا

أمانة الدولة للبترول المكلفة بالمناجم والجيولوجيا

TABLEAU 3

RECAPITULATIF

DES TITRES MINIERS ET AUTORISATIONS

A MAINTENIR ET AUTORISER POUR LA POURSUITE DES ACTIVITES

SUBSTANCES DES MINES

PERMIS DE RECHERCHES

Nombre	Province	Sociétés	SITUATION	Textes appliqués	Proposition du comité
1	ENNEDI OUEST	BARKA CONSTRUCTION EQUIPEMENT (BCE)	Arrêté N°051/2024 octroyé le 26/04/2024, 4 ans, 45.67Km² 1. Nouvelle attribution 2. Zone sous suspension d'activités 3. Démarrage des travaux retardé par la suspension 4. Bornage attendu 5. Engagements financiers à jour	Code Minier de 2018 Articles 78 et 79	**MAINTIEN** **Conditions : Correction rapide des manquements tels que :** - Présenter un programme clair de campagne de recherche dans le périmètre octroyé avant le démarrage des travaux et après la levée de la mesure de suspension
1 Permis		1 Société	PERMIS DE RECHERCHES		

PERMIS D'EXPLOITATION INDUSTRIELLE

Nombre	Province	Sociétés	SITUATION	Textes appliqués	Proposition du comité
1	BATHA	SOGEM SA	Arrêté N° 045 octroyé le 26/01/2016 ; 25ans ; 200 km2 1. Présence sur le terrain (base vie construite sur ses périmètres) 2. Etude géophysique aéroportée, magnétique et radiométrique, réalisée avec succès 3. Forage d'eau réalisé au profit de la population locale	Code Minier de 2018 Articles 119-124	**MAINTIEN** **Conditions : Correction rapide des manquements tels que :** - Cession de la part gratuite de 12.5¨% de l'Etat - Se conformer au type d'activité autorisé ; exploitation industrielle avec une capacité de traitement 500 tonnes de minerais par jour et non artisanale ou semi mécanisée telle qu'actuellement pratiquée sur le terrain

			4. Appui régulier aux forces de l'ordre pour assurer la sécurité de la zone minière de Tchaga		- Reduction de la superficie à 100 Km² maximum - Réalisation d'une étude de faisabilité en bonne édu forme du projet - Soumission régulière de programme et des rapports d'activités annuelles - Régularisation des engagements financiers - Mettre à jour le permis environnemental etc. **SOIT Transformation du Permis en autorisation d'exploitation semi mécanisée conforme aux activités en cours…**
1	**BATHA**	**ABOURACHID MINING**	Arrêté N° 128 octroyé le 05/09/2023 ; 20ans ; 32km2 1. Nouvelle attribution 2. Difficulté d'accès au site octroyé 3. Site occupé par des orpailleurs illégaux 4. Base vie construite sur ses périmètres malgré les difficultés 5. Appui ponctuel à la population locale 6. Situation financière à jour 7. Capacité financière moyenne 8. Capacité technique moyenne 9. Situation administrative moyenne	Code Minier de 1995 Articles 42 et 47	**MAINTIEN** **Conditions : Correction rapide des manquements tels que :** - Cession de la part gratuite de 12.5% de l'Etat - Se conformer au type d'activité autorisée : exploitation industrielle et non artisanale ou semi mécanisée - Réalisation d'une étude de faisabilité en bonne édu forme du projet d'exploitation industrielle - Préparer et soumettre un programme annuel des activités d'exploitation industrielle envisagée - Régulariser les manquements techniques, administratifs et financiers etc. **SOIT Transformation du Permis en autorisation d'exploitation semi mécanisée selon la capacité de la société**

1	**BATHA**	**MANAJEM**	Arrêté N° 42 octroyé le10/11/2016 ; 25ans ; 112km² 1. Accès au site retardé par l'occupation anarchique des orpailleurs et le cas des forces majeures telles que CORONA VIRUS entre 2020-2022 2. Reprise des travaux en 2023 3. Base vie construite sur ses périmètres malgré les difficultés 4. Présentation des rapports pour les activités réalisées 5. Préparation pour la production à partir de 2025 6. Paiement régulier des engagements financiers 7. Capacité financière moyenne 8. Capacité technique moyenne 9. Situation administrative moyenne	Code Minier de 1995 Articles 42 et 47	**MAINTIEN** **Conditions : Correction rapide des manquements tels que :** - Cession de la part gratuite de 12.5¨% de l'Etat - Reduction de la superficie à 100 Km² maximum - Se conformer au type d'activité autorisé ; exploitation industrielle avec une capacité de traitement 500 tonnes de minerais par jour et non artisanale ou semi mécanisée - Réalisation d'une étude de faisabilité en bonne édu forme du projet et préciser la production planifiée - Préparer et soumettre un programme annuel des activités d'exploitation envisagée. - Régulariser les manquements techniques, administratifs et financiers etc. **SOIT Transformation du Permis en autorisation d'exploitation semi mécanisée conforme aux activités en cours…**
3 Permis		**3 Sociétés**	**PERMIS D'EXPLOITATION INDUSTRIELLE**		

AUTORISATION D'EXPLOITATION ARTISANALE SEMI MECANISEE					
Nombre	**Province**	**Société**	**SITUATION**	**Textes appliqués**	**Proposition du comité**
1	MKO	**BABAL RAHMA**	Arrêté N°073 octroyé le 16/05/2023 ; 3 ans ; 2 km² 1. Dossier administratif à jour 2. Situation financière à jour 3. Notice d'impact environnemental et social 4. Programme annuel des travaux disponible 5. Rapports disponibles 6. Récépissés de versement des droits fixes, taxe superficiaire disponibles 7. Caution environnementale à payer	Code Minier de 2018 : Article 184, 185 et 209 Décret 3039 de 2023	**MAINTIEN** **Conditions : Correction rapide des manquements tels que :** - Payer la caution de réhabilitation environnementale - Continuer à soumettre les rapports d'activités d'exploitation - Déclarer la production mensuelle et payer la redevance ad valorem aux services de la SONEMIC établit dans la province ou au siège à Ndjaména - Prendre les cartes d'artisans miniers pour ses employés
1 Autorisation		**1 Société**	**AUTORISATION D'EXPLOITATION ARTISANALE SEMI MECANISEE**		

AUTORISATIONS D'EXPLOITATION ARTISANALE TRADITIONNELLE EXPIREES

N°	SOCIETE	TYPE	SUBS	ACTE	DATE DE SIGNATURE	NBRE AN	Date Expiration	LIEU	SUP	NBRE ACTE	ETAT
1	ABAKAR RAMADANE SOULEYMANE	AEAT	Or	132/2022	13-déc.-22	1an	13-déc.-23	Batha	0,23	1	EXPIRE
2	ABDELDJALIL ZAKARIA MAAROUF	AEAT	Or	038/2021	10-août-21	1an	10-août-22	Wadi Fira	0,883	1	EXPIRE
3	ACHECK YOUNOUS OUMAR	AEAT	Or	041/2022	23-mars-22	1an	23-mars-23	Mayo-Kebbi Est	1	1	EXPIRE
4	ADAM HASSANE SAKINE	AEAT	Or	058/2022	30-mai-22	1 an	30-mai-23	Mayo-Kebbi Ouest	1	1	EXPIRE
5	ASSADIK ABDRAMANE	AEAT	Or	110/2022	04-nov.-22	1an	04-nov.-23	Mayo-Kebbi Ouest	1	1	EXPIRE
		AEAT	Or	111/2022	04-nov.-22	1an	04-nov.-23	Mayo-Kebbi Ouest	0,914	1	EXPIRE
6	BRAHIM MHT ISSA	AEAT	Or	072/2023	16-mai-23	1an	15-mai-24	Mayo-Kebbi Ouest	1	1	EXPIRE
7	ENTREPRISE HBV	AEAT	Or	074/2021	21-oct.-21	1an	21-oct.-22	Mayo-Kebbi Ouest	1	1	EXPIRE
8	MAHAMAT ABAKAR	AEAT	Or	020/2023	20-févr.-23	1an	20-févr.-24	Batha	0,368	1	EXPIRE
		AEAT	Or	021/2023	20-févr.-23	1an	20-févr.-24	Batha	0,581	1	EXPIRE

Scanné avec CamScanner

Récapitulatif des ACTES à maintenir valides pour la poursuite des travaux : 05 actes répartis comme suit :

- **Un (01) permis** de recherche pour Une (01) Société ;
- **Trois (03) permis** d'exploitation industrielle pour trois (03) Sociétés ;
- **Une (01) autorisation** d'exploitation artisanale semi mécanisée pour Une (01) Société ;

Pour les Rapporteurs du Comité
La Rapporteure Générale

KHADIDJA HASSANE ABOULAYE

Pour le Président du Comité

L'Inspecteur General

MAHAMAT ADEF ADAM

9	MAHAMAT MAKINE SABOUNE	AEAT	Or	089/2023	19-juin-23	1an	18-juin-24	Mayo-Kebbi Ouest	1	1	EXPIRE
10	SAAD CHERIF AHMED	AEAT	Or	0118/2023	15-août-23	1an	14-août-24	Guéra	1	1	EXPIRE
11	SOCIETE AMAR SARL	AEAT	Or	037/2023	29-mars-23	1an	28-mars-24	Batha	1,09	1	EXPIRE
		AEAT	Or	038/2023	29-mars-23	1an	28-mars-24	Batha	1,03	1	EXPIRE
12	SOCIETE BUSINESS INTERNATIONAL GENERAL ENTREPRISE DE TRANSFORMATION	AEAT	Or	040/2022	14-mars-22	1 an	14-mars-23	Mayo-Kebbi Ouest	1	1	EXPIRE
13	SOCIETE KHAIRALLAH	AEAT	Or	60/2023	02-mai-23	1an	01-mai-24	Guéra	1	1	EXPIRE
14	SOCIETE OUSMANE SARL	AEAT	Or	117/2022	16-nov.-22	1an	16-nov.-23	Sila	1	1	EXPIRE
15	SOCIETE SALAM SISSI	AEAT	Or	014/2023	01-févr.-23	1an	01-févr.-24	Batha	1	1	EXPIRE
		AEAT	Or	015/2023	01-févr.-23	1an	01-févr.-24	Batha	1	1	EXPIRE
16	TOULA LUC	AEAT	Or	061/2021	16-sept.-21	1an	16-sept.-22	Mayo-Kebbi Ouest	1	1	EXPIRE
17	YOUNOUS DJIBRINE	AEAT	Or	022/2023	23-févr.-23	1an	23-févr.-24	Mayo-Kebbi Ouest	0,804	1	EXPIRE
						TOTAL AUTORISATIONS ARTISANALES TRADITIONNELLES			**21**		

Scanné avec CamScanner

LES AUTORISATIONS D'EXPLOITATION ARTISANALE SEMI-MECANISEE EXPIRES

N°	SOCIETE	TYPE	SUBS	ACTE	DATE DE SIGNATURE	NBRE AN	Date Expiration	LIEU	SUP	NBRE ACTE	ETAT
1	ENTREPRISE MANNA	AEASM	Or	078/2021	02-nov.-21	3 ans	01-nov.-24	Ennedi Ouest	2	1	EXPIRE
		AEASM	Or	079/2021	02-nov.-21	3 ans	01-nov.-24	Ennedi Ouest	2	1	EXPIRE
2	SOCIETE GEOEXTRACTION TCHAD (SOGET)	AEASM	Or	071/2021	21-oct.-21	3 ans	20-oct.-24	Tibesti	1.99	1	EXPIRE
		AEASM	Or	072/2021	21-oct.-21	3 ans	20-oct.-24	Tibesti	1.99	1	EXPIRE
3	SOCIETE HAOU SARL	AEASM	Or	067/2021	11-oct.-21	3 ans	10-oct.-24	Ennedi Ouest	2	1	EXPIRE
		AEASM	Or	068/2021	11-oct.-21	3 ans	10-oct.-24	Ennedi Ouest	2	1	EXPIRE
4	SOCIETE IKHLASS SARL	AEASM	Or	039/2021	18-août-21	3 ans	17-août-24	Mayo kebbi Ouest	2	1	EXPIRE
5	SOCIETE WADI HAWAR IMBLE	AEASM	Or	066/2021	11-oct.-21	3 ans	10-oct.-24	Ennedi Ouest	1.573	1	EXPIRE
6	SOCIETE BOUTIQUE HADJER ALKARIM	AEASM	Or	48/2020	18-mars-20	3 ans	18-mars-23	Guera	1.9325	1	EXPIRE
7	SOCIETE BRAVO LEINA	AEASM	Or	021/2021	12-juil.-21	3 ans	11-juil.-24	Batha	1.952	1	EXPIRE
		AEASM	Or	023/2021	12-juil.-21	3 ans	11-juil.-24	Batha	1.905	1	EXPIRE
8	SOCIETE DAGAYE COMMERCE GENERAL ET TRANSPORT	AEASM	Or	063/2020	07-avr.-20	3 ans	07-avr.-23	Ennedi Ouest	2	1	EXPIRE
		AEASM	Or	096/2020	01-juin-20	3 ans	01-juin-23	Ennedi Ouest	2	1	EXPIRE
9	SOCIETE DAWNE	AEASM	Or	016/2021	25-mars-21	3 ans	24-mars-24	Tibesti	2	1	EXPIRE
10	SOCIETE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE LE SAHARA	AEASM	Or	127/2020	03-juil.-20	3 ans	03-juil.-23	Ennedi Ouest	2	1	EXPIRE
		AEASM	Or	128/2020	03-juil.-20	3 ans	03-juil.-23	Ennedi Ouest	2	1	EXPIRE

Scanné avec CamScanner

11	SOCIETE D'EXPLOITATION MINIERE DE KOURI (SEMIK)	AEASM	Or	034/2021	30-avr.-21	3 ans	29-avr.-24	Tibesti	2	1	EXPIRE
12	SOCIETE ECRBR	AEASM	Or	026/2021	13-juil.-21	3 ans	12-juil.-24	Ennedi Ouest	2	1	EXPIRE
		AEASM	Or	027/2021	13-juil.-21	3 ans	12-juil.-24	Ennedi Ouest	2	1	EXPIRE
13	SOCIETE EKNE AL NASSOUR	AEASM	Or	040/2020	02-mars-20	3 ans	02-mars-23	Sila	2	1	EXPIRE
14	SOCIETE GENERALE DES MINES	AEASM	Or	029/2019	14-mars-18	3 ans	13-mars-21	Ennedi Ouest	2	1	EXPIRE
		AEASM	Or	030/2019	14-mars-18	3 ans	13-mars-21	Ennedi Ouest	1.86	1	EXPIRE
15	SOCIETE GOLDEN TOTAL	AEASM	Or	051/2021	01-juin-21	3 ans	31-mai-24	Tibesti	2	1	EXPIRE
16	SOCIETE GOLDEN TOTAL SARL	AEASM	Or	050/2021	01-juin-21	3 ans	31-mai-24	Tibesti	2	1	EXPIRE
17	SOCIETE MINIERE DOWSOWRIMI SA	AEASM	Or	35/2021	30-avr.-21	3 ans	29-avr.-24	Tibesti	2	1	EXPIRE
		AEASM	Or	36/2021	30-avr.-21	3 ans	29-avr.-24	Tibesti	1.96	1	EXPIRE
18	SOCIETE RAHAMA EXPLOITATION OR ET DIAMANT	AEASM	Or	098/2019	21-juin-19	3 ans	20-juin-22	Guera	2	1	EXPIRE
19	SOCIETE SAMKY GOLD COMPPANY LIMITED	AEASM	Or	140/2019	07-août-19	3 ans	06-août-22	Tandjilé	2	1	EXPIRE
20	SOCIETE TCHADIENNE D'EXPLOITATION DE L'OR ET DE DIAMANT (STEOD)	AEASM	Or	007/2021	07-juin-21	3 ans	06-juin-24	Sila	2	1	EXPIRE
21	SOCIETE TETI	AEASM	Or	055/2020	30-mars-20	3 ans	30-mars-23	Ennedi Ouest	2	1	EXPIRE
		AEASM	Or	056/2020	30-mars-20	3 ans	30-mars-23	Ennedi Ouest	1.98	1	EXPIRE
22	SOCIETE WARGALLA	AEASM	Or	072/2020	16-avr.-20	3 ans	16-avr.-23	Ennedi Ouest	2	1	EXPIRE
		AEASM	Or	073/2020	16-avr.-20	3 ans	16-avr.-23	Ennedi Ouest	2	1	EXPIRE
							TOTAL AUTORISATIONS SEMI MECANISEE EXPIREES		**33**		

Scanné avec CamScanner

LES AUTORISATIONS D'EXPLOITATION SEMI-INDUSTRIELLE EXPIREES

N°	SOCIETE	TYPE	SUBS	ACTE	DATE DE SIGNATURE	NBRE AN	Date Expiration	LIEU	SUP	NBRE ACTE	ETAT
1	ETABLISSEMENT IBET ADOUM	AESI	Or	070/2019	08-mai-19	5 ans	06-mai-24	Tibesti	1,54	1	EXPIRE
2	SOCIET OIL TCHAD	AESI	Or	105/2019	24-juin-19	5	22-juin-24	Ennedi Ouest	4,82	1	EXPIRE
		AESI	Or	106/2019	24-juin-19	5	22-juin-24	Ennedi Ouest	5	1	EXPIRE
3	SOCIETE ABOURACHID MINING SA/AG	AESI	Or	075/2019	10-mai-19	5	08-mai-24	Batha	5	1	EXPIRE
		AESI	Or	080/2019	10-mai-19	5	08-mai-24	Batha	5	1	EXPIRE
4	SOCIETE ALASKA GOLD	AESI	Or	137/2019	07-août-19	5	05-août-24	Ennedi Ouest	4,69	1	EXPIRE
		AESI	Or	138/2019	07-août-19	5	05-août-24	Ennedi Ouest	4,97	1	EXPIRE
5	SOCIETE AL-IMMAN	AESI	Or	60/2019	06-mai-19	5	04-mai-24	Ennedi Ouest	4,64	1	EXPIRE
		AESI	Or	60/2019	06-mai-19	5	04-mai-24	Ennedi Ouest	5	1	EXPIRE

Scanné avec CamScanner

6	SOCIETE AL-KON	AESI	Or	37/2019	08-avr.-19	5	06-avr.-24	Ennedi Ouest	4,73	1	EXPIRE
		AESI	Or	38/2019	08-avr.-19	5	06-avr.-24	Ennedi Ouest	5	1	EXPIRE
7	SOCIETE BAROUANE TOUSSINE	AESI	Or	59/2019	02-mai-19	5	30-avr.-24	Sila	5	1	EXPIRE
8	SOCIETE BBM YOUSSOUF AHMAT	AESI	Or	139/2019	07-août-19	5	05-août-24	Batha	5,65	1	EXPIRE
		AESI	Or	142/2019	07-août-19	5	05-août-24	Batha	4,72	1	EXPIRE
9	SOCIETE BKAM-MINES S.A	AESI	Or	073/2019	10-mai-19	5	08-mai-24	Ennedi Ouest	1,382367	1	EXPIRE
		AESI	Or	074/2019	10-mai-19	5	08-mai-24	Ennedi Ouest	1,54	1	EXPIRE
10	SOCIETE CAISI TCHAD	AESI	Or	152/2018	27-août-18	5	26-août-23	Mayo Kebbi Ouest	5	1	EXPIRE
		AESI	Or	152/2018	27-août-18	5	26-août-23	Mayo Kebbi Ouest	5	1	EXPIRE

Scanné avec CamScanner

11	SOCIETE DE PETROLE, DE PRESTATIONS, D'IMPORT-EXPORT (SOPRIMEX)	AESI	Or	079/2019	10-mai-19	5	08-mai-24	Batha	5	1	EXPIRE
		AESI	Or	079/2019	10-mai-19	5	08-mai-24	Batha	5	1	EXPIRE
12	SOCIETE D'EXPLOITATION ET DE COMMERCE DES MINES (SECOM)	AESI	Or	118/2018	05-juil.-18	3 ans	04-juil.-23	Tibesti	2	1	EXPIRE
		AESI	Or	120/2018	05-juil.-18	3 ans	04-juil.-23	Tibesti	2	1	EXPIRE
13	SOCIETE D'EXPLOITATION MINIERE DE KOURI (SEMIK)	AESI	Or	096/2018	11-mai-18	5	10-mai-23	Tibesti	3	1	EXPIRE
		AESI	Or	096/2018	11-mai-18	2	10-mai-23	Tibesti	3	1	EXPIRE
14	SOCIETE EX BYANCO	AESI	Or	135/2019	07-août-19	5	05-août-24	Ennedi Ouest	4,95	1	EXPIRE
15	SOCIETE GLOBAL PETROLEUM AND SERVICE	AESI	Or	109/2019	19-juil.-19	5	17-juil.-24	Ennedi Ouest	5	1	EXPIRE
		AESI	Or	110/2019	19-juil.-19	5	17-juil.-24	Ennedi Ouest	5,04	1	EXPIRE
16	SOCIETE INTERNATIONALE DE NEGOCE ET DEVELOPPEMENT	AESI	Or	076/2018	30-avr.-18	5	29-avr.-23	Batha	5	1	EXPIRE
		AESI	Or	076/2018	30-avr.-18	2	29-avr.-23	Batha	5	1	EXPIRE
17	SOCIETE LOUGOUM FILS	AESI	Or	104/2019	24-juin-19	5	22-juin-24	Ennedi Ouest	5	1	EXPIRE

Scanné avec CamScanner

18	SOCIETE MINO GOLD	AESI	Or	063/2019	06-mai-19	5	04-mai-24	Ennedi Ouest	4,53	1	EXPIRE
19	SOCIETE P-BEC	AESI	Or	39/2019	08-avr.-19	5	06-avr.-24	Ennedi Ouest	4,98	1	EXPIRE
	SOCIETE P-BEC	AESI	Or	40/2019	08-avr.-19	5	06-avr.-24	Ennedi Ouest	3,65	1	EXPIRE
20	SOCIETE WADI MOURTCHA	AESI	Or	94/2019	04-avr.-19	5	02-avr.-24	Ennedi Ouest	5	1	EXPIRE
	SOCIETE WADI MOURTCHA	AESI	Or	033/2019	04-avr.-19	5	02-avr.-24	Ennedi Ouest	5	1	EXPIRE
21	SOCEITE ABOURACHID PETROLE S.A	AESI	Or	128/2020	06-août-19	5	04-août-24	Batha	5	1	EXPIRE
		AESI	Or	129/2019	06-août-19	5	04-août-24	Batha	5	1	EXPIRE
						AUTORISATIONS EXPLOITATION SEMI INDUSTRIELLE					**37**

Scanné avec CamScanner

LES AUTORISATIONS D'EXPLOITATION DES REJETS EXPIREES

N°	SOCIETE	TYPE	SUBS	ACTE	DATE DE SIGNATURE	NBRE AN	Date Expiration	LIEU	SUP	NBRE ACTE	ETAT
1	SOCIETE TCHADIENNE D'EXPLOTATION D'OR (STEXPORT)	AER	Or	088/2021	29-nov.-21	3 ans	28-nov.-24	Tibesti	1,332	1	VALIDE
		AER	Or	088/2021	29-nov.-21	3 ans	28-nov.-24	Tibesti	1,876	1	VALIDE
2	GOLDEN TOTAL	AER	Or	007/2020	08-janv.-20	3 ans	07-janv.-23	Tibesti	5	1	EXPIRE
3	SOCIETE A.D.T.M	AER	Or	70/2020	10-avr.-20	3 ans	10-avr.-23	Tibesti	0.82	1	EXPIRE
								TOTAL AUTORISATIONS REJETS EXPIREES		**4**	

Scanné avec CamScanner

LES PERMIS DE RECHERCHES EXPIRES

N°	NOM SOCIETE	TYPE	SUBS	ACTE	DATE DE SIGNATURE	NBRE AN	DATE EXPI	LIEU D'EXPLOI	SUP	NBRE ACTE	STATUT
1	TEKTON MINERALS PTE LTD.	PR	Or	162/2020	30-nov.-20	4 ans	29-nov.-24	Sila	148	1	VALIDE
		PR	Or	163/2020	30-nov.-20	4 ans	29-nov.-24	Sila	149,25	1	VALIDE
		PR	Or	161/2020	30-oct.-20	4 ans	29-oct.-24	Sila	149	1	EXPIRE
2	GMIA GROUP	PR	Or	135/2020	14-juil.-20	4 ans	13-juil.-24	Tibesti	149,504	1	EXPIRE
		PR	Or	136/2020	14-juil.-20	4 ans	13-juil.-24	Tibesti	148,908	1	EXPIRE
3	SOCIETE AL ASSIOUTY MINING	PR	Or	061/2020	07-avr.-20	4 ans	06-avr.-24	Sila	149,45	1	EXPIRE
		PR	Or	062/2020	07-avr.-20	4 ans	06-avr.-24	Sila	150	1	EXPIRE
4	SOCIETE CAISI TCHAD	PR	Or	069/2020	10-avr.-20	4 ans	09-avr.-24	Mayo Kebbi Ouest	119,69	1	EXPIRE
5	SOCIETE ENZO-LOUNA	PR	Or	123/2020	30-juin-20	4 ans	29-juin-24	Mayo Kebbi Ouest	146,11	1	EXPIRE
		PR	Or	124/2020	30-juin-20	4 ans	29-juin-24	Sila	24,07	1	EXPIRE
6	SOCIETE GEO INDUSTRIAL	PR	Or	049/2020	18-mars-20	4 ans	17-mars-24	Mayo Kebbi Ouest	49,6	1	EXPIRE

Scanné avec CamScanner

7	SOCIETE GOLDEN TOTAL	PR	Or	140/2020	14-juil.-20	4 ans	13-juil.-24	Tibesti	78,614	1	EXPIRE
8	SOCIETE KOURSSAMI GROUP	PR	Or	129/2020	06-juil.-20	4 ans	05-juil.-24	Mayo Kebbi Ouest	149,913	1	EXPIRE
		PR	Or	130/2020	06-juil.-20	4 ans	05-juil.-24	Batha	125,278	1	EXPIRE
9	SOCIETE MINIERE ET SOLUTIONS INTEGREES (SMSI)	PR	Or	134/2020	14-juil.-20	4 ans	13-juil.-24	Tibesti	136,72	1	EXPIRE
		PR	Or	137/2020	14-juil.-20	4 ans	13-juil.-24	Tibesti	150	1	EXPIRE
		PR	Or	138/2020	14-juil.-20	4 ans	13-juil.-24	Tibesti	144,561	1	EXPIRE
10	SOCIETE RAW MATERIAL COMPANY	PR	Or	119/2020	29-juin-20	4 ans	28-juin-24	Ennedi Ouest	148,96	1	EXPIRE
		PR	Or	120/2020	29-juin-20	4 ans	28-juin-24	Ennedi Ouest	147,31	1	EXPIRE
11	SOCIETE SOGECT SA/AG	PR	Or	139/2020	14-juil.-20	4 ans	13-juil.-24	Tibesti	115,29	1	EXPIRE
12	STREM	PR	Or	065/2020	15-avr.-20	4 ans	14-avr.-24	Guera	300	1	EXPIRE
		PR	Or	066/2020	15-avr.-20	4 ans	14-avr.-24	Guera	148	1	EXPIRE

13	GMIA GROUP MIREDEX	PR	Or	093/2014	12-nov.-14	5ans	11-nov.-19	Tibesti	197	1	EXPIRE
		PR	Or	036/2016	05-août-16	4 ans	04-août-20	Batha	197	1	EXPIRE
		PR	Or	036/2016	05-août-16	4 ans	04-août-20	Batha	167	1	EXPIRE
		PR	Or	188/2018	09-nov.-18	4 ans	08-nov.-22	Wadi Fira	110,48	1	EXPIRE
14	GMIA GROUP MOTALE ET SOGEM RESSOURCE	PR	Or	010/2016	11-févr.-16	5 ans	09-févr.-21	Batha	169	1	EXPIRE
15	GMIA GROUP SOGEM	PR	Or	007/2016	26-janv.-16	4 ans	25-janv.-20	Batha	200	1	EXPIRE
		PR	Or	045/2016	27-févr.-16	4 ans	26-févr.-20	Batha	200	1	EXPIRE
		PR	Or	184/2018	07-nov.-18	4 ans	06-nov.-22	Wadi Fira	150	1	EXPIRE
		PR	Or	197/2019	02-août-19	4 ans	01-août-23	Batha	145	1	EXPIRE
		PR	Or	197/2019	16-août-19	4 ans	15-août-23	Batha	69,63	1	EXPIRE
16	SOCIETE AFRIQUE COMMERCE GENERAL ET CONSTRUCTION (ACGC)	PR	Or	183/2018	16-juin-18	4 ans	15-juin-22	Guera	146	1	EXPIRE
		PR	Or	108/2018	18-juin-18	4 ans	17-juin-22	Guera	106	1	EXPIRE
		PR	Or	182/2018	05-nov.-18	4 ans	04-nov.-22	Guera	120	1	EXPIRE

17	SOCIETE ALPHA SERVICE	PR	Or	141/2019	07-août-19	4 ans	06-août-23	Batha Guera	76,8996	1	EXPIRE
18	SOCIETE GOLDEN UNITED GROUP	PR	Or	081/2018	02-mai-18	4 ans	01-mai-22	Mayo Kebbi Ouest	138	1	EXPIRE
19	SOCIETE HUA XIA GROUP	PR	Or	69/2018	24-avr.-18	4 ans	23-avr.-22	Mayo Kebbi Ouest	105	1	EXPIRE
20	SOCIETE HUIBO INTERNATIONAL MINING	PR	Or	072/2018	27-avr.-18	4 ans	26-avr.-22	Sila	150	1	EXPIRE
		PR	Or	71/2018	27-avr.-18	4 ans	26-avr.-22	Batha	150	1	EXPIRE
21	SOCIETE NATIONALE DE DEVELOPPEMENT MINIER (SONADEM)	PR	Or	069/2018	24-avr.-18	4 ans	23-avr.-22	Batha	150	1	EXPIRE
		PR	Or	070/2018	24-avr.-18	4 ans	23-avr.-22	Batha	150	1	EXPIRE
22	SOCIETE ORCOSARA	PR	Or	80/2018	02-mai-18	4 ans	01-mai-22	Sila	112	1	EXPIRE
23	TCHADO CHINOISE EXPLOITATION MINIERE	PR	Or	47/2018	02-avr.-18	4 ans	01-avr.-22	Guera	106	1	EXPIRE
24	TEKTON MINERALS PTE LTD.	PR	Or	33/2018	23-mars-18	4 ans	22-mars-22	Sila	150	1	EXPIRE
		PR	Or	34/2018	23-mars-18	4 ans	22-mars-22	Sila	150	1	EXPIRE
							TOTAL RECHERCHES EXPIRES			**46**	

LES AUTORISATIONS DE PROSPECTION EXPIRES

N°	SOCIETE	TYPE	SUBS	ACTE	DATE DE SIGNATURE	NBRE AN	Date Expiration	LIEU	SUP	NBRE ACTE	ETAT
1	SOCIETE Al-Abassi Carrière	AP	Or	169//2023	26-déc.-23	1 an	25-déc.-24	Guéra		1	VALIDE
2	ETS ALBACHAR DJALOUL	AP	Or	034/2021	21-juil.-21	1an	21-juil.-22	Batha	10,77	1	EXPIRE
		AP	Or	079/2023	31-mai-23	1 an	30-mai-24	Batha	10,77	1	EXPIRE
6	MIREDEX GMIA GROUP	AP	PP et Or	022/2020	03-févr.-20	1 an	02-févr.-21	WADI FIRA	150,848	1	EXPIRE
		AP	PP et Or	023/2020	03-févr.-20	1an	02-févr.-21	WADI FIRA	149,661	1	EXPIRE
7	SOCIETE AB-ADERWE	AP	Or	136/2022	19-déc.-22	1 an	19-déc.-23	GUERA		1	EXPIRE
3	SOCIETE ABOU ARAFAT ET FILS SARL	AP	Or	074/2023	16-mai-23	1 an	15-mai-24	Ennedi Ouest	23,62	1	EXPIRE
4	SOCIETE ABOUSSAFITA	AP	Or	005/2023	31-janv.-23	1 an	31-janv.-24	Guéra	23,16	1	EXPIRE
5	SOCIETE AKBAR TUBE	AP	Or	075/2020	02-avr.-20	1an	02-avr.-21	Slia	24,3	1	EXPIRE
		AP	Or	074/2020	20-avr.-20	1 an	20-avr.-21	Guera	24,46	1	EXPIRE
6	SOCIETE Al-Abassi Carrière	AP	Or	133//2023	19-sept.-23	1 an	18-sept.-24	Guéra		1	EXPIRE
7	SOCIETE AL-MOUDJAWHARATE	AP	Or	028/2022	09-févr.-22	1 an	09-févr.-23	Batha		1	EXPIRE
8	SOCIETE BAOU BUSINESS CORPORATION (BABCO)	AP	Or	122/2022	30-nov.-22	1 an	30-nov.-23	GUERA	24,51	1	EXPIRE

9	SOCIETE BRAVO LEINA	AP	Or	001/2023	05-janv.-23	1 an	05-janv.-24	Batha	23,815	1	EXPIRE
10	SOCIETE Chadian Entreprise	AP	Or	139/2022	27-déc.-22	1an	27-déc.-23	Batha	20,2	1	EXPIRE
11	SOCIETE GROUPE ABOU AMMAR	AP	Or	027/2023	02-mars-23	1 an	01-mars-24	Batha	22,53	1	EXPIRE
12	SOCIETE GUENGUET	AP	Or	024/2021	13-juil.-21	1an	13-juil.-22	Guera	24,896	1	EXPIRE
13	SOCIETE IBNI SOSSAL SARL	AP	Or	090/2023	18-juil.-23	1 an	17-juil.-24	Tibesti	22,62	1	EXPIRE
14	SOCIETE MACKA ET ABOU HAWA	AP	Or	107/2023	27-juil.-23	1 an	26-juil.-24	Chari Baguirmi	23,607	1	EXPIRE
15	SOCIETE ROYAL MINING GROUP SA/AG	AP	Or	035/2022	01-mars-22	1 an	01-mars-23	Ennedi Ouest		1	EXPIRE
16	SOCIETE SEREMIN	AP	Or	114/2022	15-nov.-22	1 an	15-nov.-23	GUERA	20,692	1	EXPIRE
		AP	Or	031/2021	07-avr.-21	1 an	07-avr.-22	Batha	24,9	1	EXPIRE
17	SOCIETE STEXPORT	AP	Or	050/2023	14-avr.-23	1 an	13-avr.-24	Guéra	24,9	1	EXPIRE
				037/2021	30-avr.-21	1an	30-avr.-22	Tibesti	4,972	1	EXPIRE
							TOTAL AUTORISATION PROSPECTION EXPIREES			**24**	

Scanné avec CamScanner

ANNEXE 5b : SUBSTANCES DES CARRIERES

SUBSTANCES DES CARRIERES (86 actes)	TYPE DE MESURES	NOMBRE
	TABLEAU 1 : ACTES A RETIRER	10
	TABLEAU 2 : ACTES DES SOCIETES A METTRE EN DEMEURE	12
	TABLEAU 3 : ACTES A MAINTENIR	14
	TABLEAU 4 : ACTES EXPIRES	50

TOTAL ACTES CARRIERES = 86

N°	TYPES D'ACTES CARRIERES TRAITES	NOMBRE
1	Autorisation d'Exploitation de Carrière Artisanale	56
2	Autorisation d'Exploitation Industrielle de Carrière Permanente	30
N°	MESURE	NOMBRE
1	RETRAIT	10
2	MISE EN DEMEURE	12
3	MAINTIEN	14
4	EXPIRE	50
TOTAL		86

ACTES CARRIERE A RETIRER = 10

N°	TYPE D'ACTE	NOMBRE
1	Autorisation d'Exploitation de Carrière Artisanale	07
2	Autorisation d'Exploitation Industrielle de Carrière Permanente	3

ACTES DES SOCIETES DES CARRIERES

A METTRE EN DEMEURE = 12 actes pour 7 sociétés

N°	TYPE D'ACTE	NOMBRE
1	Autorisation d'Exploitation de Carrière Artisanale	3
2	Autorisation d'Exploitation Industrielle de Carrière Permanente	9

ACTES CARRIERE A MAINTENIR = 14

N°	TYPE D'ACTE	NOMBRE
1	Autorisation d'Exploitation de Carrière Artisanale	5
2	Autorisation d'Exploitation Industrielle de Carrière Permanente	9

ACTES CARRIERES EXPIRES = 50

N°	TYPE D'ACTE	NOMBRE
1	Autorisation d'Exploitation de Carrière Artisanale	41
2	Autorisation d'Exploitation Industrielle de Carrière Permanente	09

République du Tchad

Ministère du Pétrole, des Mines et de la Géologie

Secrétaire d'Etat au Pétrole Chargé des Mines
et de la Géologie

Comité Chargé de Faire la Situation Globale des Textes Miniers, des Permis et Autorisations, des Acteurs en Charge du Recouvrement des Recettes Minières et des Frais d'Appui Institutionnel et de Formation des Sociétés Minières et des Carrières

Unité -Travail -Progrès

تقدم –عمل – وحدة

جمهورية تشاد

وزارة البترول، المناجم والجيولوجيا

أمانة الدولة للبترول المكلفة بالمناجم والجيولوجيا

PROPOSITION DES MESURES

POUR LES AUTORISATIONS DES CARRIERES

TABLEAU 1 : RETRAIT

Nombre d'Acte	Province	Société	Manquements	Textes appliqués	Proposition du comité
AUTORISATION D'EXPLOITATION DE CARRIERE ARTISANALE					
5 Arrêtés	**MOGO (Chari-Baguirmi) KOUNO NDAM (Tandjilé)**	**CNPCIC**	Arrêtés N°053 du 21/05/2024, 1an, 1ha ; N°054 du 21/05/2024, 1an, 1ha ; N° 056 du 21/05/2024, 1an, 1ha ; N°057 du 21/05/2024, 1an, 1ha ; N° 058 du 21/05/2024, 1an, 1ha 1. **Refus de se présenter au Contrôle après le retrait de la convocation** 2. Absence de documents administratifs et financiers	Code Minier de 2018 Articles 204 et 209	**Retrait**
2 Arrêtés (8 carrières)	-	**SOGEA-SATOM**	Arrêtés N°..... **1. Refus de se présenter au Contrôle après le retrait de la convocation** 2. Absence de documents administratifs et financiers	Code Minier de 2018 Articles 204 et 209	**Retrait**
AUTORISATION D'EXPLOITATION INDUSTRIELLE DE CARRIERE PERMANENTE					
1 Arrêté	**PALA (MKO)**	**SOGEA-SATOM**	Arrêté N°158 du 22/11/2023, 5 ans, 12,625ha **1. Refus de se présenter au Contrôle après le retrait de la convocation** 2. Absence de documents administratifs et financiers	Code Minier de 2018 Articles 161, 164 et 209	**Retrait**
1 Arrêté	**PALA (MKO)**	**CHAD CONSTRUCTION MATERIEL (CCM)**	Arrêté N° 057 du 20/03/2020, 5 ans, 356 ha 1. Non présentation au contrôle 2. Absence de documents administratifs et financiers **3.** Absence sur le terrain	Code Minier de 2018 Articles 161, 164 et 209	**Retrait**

TABLEAU 2 : MISE EN DEMEURE

AUTORISATION D'EXPLOITATION DE CARRIERE ARTISANALE					
Nombre d'Acte	**Province**	**Société**	**Situation**	**Textes appliqués**	**Proposition du comité**
1 Arrêté	**AL MOUR (Chari)**	**KACHIMIRE**	Arrêté N°026/2024 du 29/03/2024 ; 1 an ; 1ha 1. Pas de paiement des droits fixes et redevances superficiaires dûs à l'octroi de l'autorisation	Code Minier de 2018 Articles 204 et 209	**Mise en demeure de 30 jours pour régularisation**
2 Arrêtés		**CGCOC-GROUP**	Arrêtés N°014/2024 et 015/2024 1. Situation financière pas à jour ; **2. Deux Bulletins de liquidation émis et non réglés.**	Code Minier de 2018 : Articles 204 et 209	**Mise en demeure de 30 jours pour régularisation**
AUTORISATION D'EXPLOITATION INDUSTRIELLE DE CARRIERE PERMANENTE					
Nombre d'Acte	**Province**	**Société**	**Situation**	**Textes appliqués**	**Proposition du comité**
3 Arrêtés	**NGOURA NGO (Kyabé) BIRNI(BathA) LARAMANAYE**	**CGCOC-GROUP**	Arrêtés N° 08/2024 du 30/01/2024 ,3ans, 41,66 ha ; N°091/2023du 18/07/2023, 5ans, 71,861 ha ; N°043/2024 du 17/04/2024, 5ans, 18,819ha **1. Pas de bornage du périmètre ;** 2. Dossier administratif incomplet ; **3. Pas de programme de construction de la carrière** **4. Pas de plan de commercialisation des produits ;** 5. Etude d'impact Environnemental et Social disponible ; 6. Rapports d'activités disponible ; **7. Situation financière pas à jour ;** **8. 12.5% de l'Etat à régulariser ;** **9. Trois Bulletins de liquidation émis et non payés.**	Code Minier de 2018 Articles 204 et 209	**Mise en demeure de 45 jours pour régularisation**

1 Arrêté	**Lamé (MKO)**	**CIMAF**	Arrêté N°070/2022 du 08/06/2022, 5 ans, 458,8ha 1. Bornage du périmètre réalisé ; 2. Dossier administratif incomplet ; **3. Pas de programme de construction de la carrière** 4. **Pas de plan de commercialisation des produits** ; 5. Etude d'impact Environnemental et Social disponible ; 6. **Pas de Rapports d'activités** ; 7. Situation financière à jour ; **8. 12.5% de l'Etat à régulariser.**	Code Minier de 2018 Articles 204 et 209	**Mise en demeure de 45 jours pour régularisation**
1 Arrêté	**NGOURA**	**GMIA MINERALS**	Arrêté N° 016/2024 de février 2024 ; 5 ans ; 20ha **1. Pas de Bornage du périmètre ;** 2. Dossier administratif incomplet ; **3. Pas de programme de construction de la carrière** 4. **Pas de plan de commercialisation des produits** ; **5. Pas d'Etude d'impact Environ et Social disponible ;** **6. Pas de Rapports d'activités ;** 7. Situation financière pas à jour ; **8. 12.5% de l'Etat à régulariser ;** **9. Un Bulletin de liquidation émis et non payé.**	Code Minier de 2018 Articles 204 et 209	**Mise en demeure de 45 jours pour régularisation**
2 Arrêtés	**FIANGA/ MAIGANA**	**RAZEL TCHAD**	Arrêté N°147/2023 du 20/10/2023, 3ans , 9ha et N°062/2024 du 27/05/2024, 30 mois ; 6.4ha **1. Pas de Bornage du périmètre ;** 2. Dossier administratif incomplet ; **3. Pas de programme de construction de la carrière** 4. **Pas de plan de commercialisation des produits** ; **5. Pas d'Etude d'impact Environ et Social disponible ;** **6. Pas de Rapports d'activités ;** 7. Situation financière pas à jour ; **8. Pas de paiement des droits fixes et redevance superficiaire dûs à l'octroi ;** **9. 12.5% de l'Etat à régulariser ;** **10. Un Bulletin de liquidation émis et non payé.**	Code Minier de 2018 Articles 161, 164 et 209	**Mise en demeure de 45 jours pour régularisation**

1 Arrêté	**NGOURA**	**ROTATIVE**	Arrêté N° 001/2021 ; 3 ans ; 46 ha 1. Bornage du périmètre réalisé ; 2. Dossier administratif incomplet ; **3. Pas de programme de construction de la carrière** **4. Pas de plan de commercialisation des produits ;** 5. Etude d'impact Environnemental et Social disponible ; 6. **Pas de rapport d'activités** ; 7. Situation financière pas à jour ; **8. 12.5% de l'Etat à régulariser ;** **9. Bulletin de liquidation émis et payé en partie ;**	Code Minier de 2018 : Articles 161, 164 et 209	**Mise en demeure de 45 jours pour régularisation**
1 Arrêté	**DANDI**	**SOTEC**	**Arrêté de 1997 expiré en 2002 et non renouvelé, mais exploitation en cours.** 1. Bornage du périmètre réalisé ; 2. Carrière en activité depuis des décennies ; 3. Dossier administratif incomplet ; **4. Pas d'arrêté portant octroi du site ;** **5. Pas de plan de commercialisation des produits ;** **6. Pas de rapport d'activités ;** 7. Situation financière pas à jour ; **8. 12.5% de l'Etat à régulariser ;** **9. Bulletin de liquidation émis et payé en partie ;**	Code Minier de 2018 :Articles 161, 164 et 209	**Mise en demeure de 45 jours pour régularisation**
12 Autorisations		**7 Sociétés**	**Carrières artisanales: 03** **Carrières industrielles: 09**		

TABLEAU 3 : MAINTIEN

AUTORISATION D'EXPLOITATION DE CARRIERE ARTISANALE					
Nombre d'Acte	**Province**	**Société**	**Situation**	**Textes appliqués**	**Proposition du comité**
5 Arrêtés	-	**CGCOC-GROUP**	Arrêté N° 009/2024 ; 010/2024 ; 011/2024 ; 013/2024 et 044/2024 1. Dossier administratif complet ; 2. Rapports d'activités disponibles ; 3. Situation financière à jour.	Code Minier de 2018 Articles 204 et 209	**Maintien**
AUTORISATION D'EXPLOITATION INDUSTRIELLE DE CARRIERE PERMANENTE					
Nombre d'Acte	**Province**	**Société**	**Situation**	**Textes appliqués**	**Proposition du comité**
2 Arrêtés	**HADJER LAMIS (NGOURA et ARRADA)**	**AL-ABASSI CARRIERE**	Arrêté N°047/2021, 5ans, 49.7ha et N°025/2024 du 09/04/2024, 5ans, 133 ha 1. Bornage du périmètre réalisé ; 2. Dossier administratif satisfaisant ; **3. Plan de commercialisation des produits à compléter;** **4. Pas d'Etude d'impact Environ et Social disponible ;** 5. Rapports d'activités disponibles ; 6. Situation fiscale à jour ; **7. 12.5% de l'Etat à régulariser.**	Code Minier de 2018 Articles 204 et 209	**Maintien** **Sous condition de compléter les manquements**
3 Arrêtés	**NGOURA/ FIANGA/ AMLEYOUNA**	**ARAB CONTRACTORS**	Arrêté N° N°38/2021 du 29/04/2021, 5ans, 61.16ha ; N°39/2021 du 29/04/2021, 5ans et N°077/2022 du 29/07/2022, 5ans, 21.374 ha 1. Bornage du périmètre réalisé ; 2. Dossier administratif complet ; 3. Rapports d'activités disponibles ; 4. Situation fiscale à jour ; **5. 12.5% de l'Etat à régulariser.**	Code Minier de 2018 Articles 204 et 209	**Maintien**

2 Arrêtés	**NGOURA**	**S3C**	Arrêté N°168/2019 et N°002/2023 du 05/01/2023, 5ans, 16.5 ha 1. Bornage du périmètre réalisé ; 2. Dossier administratif satisfaisant ; **3. Programme de construction de la carrière à compléter ;** **4. Plan de commercialisation des produits à compléter ;** 5. Rapports d'activités disponibles ; 6. Situation fiscale à jour ; 7. **12.5% de l'Etat à régulariser.**	Code Minier de 2018 Articles 161, 164 et 209	**Maintien** **Sous condition de compléter les manquements**
2 Arrêtés	**AMLEYOUNA / MAÏGANA**	**TMC**	Arrêté N°102/2021 du 20 /12/2021, 5 ans, 24 ha et 141/2020 du 20/07/2020, 5ans, 25,9ha 1. Dossier administratif complet ; 2. Rapports d'activités disponibles ; 3. Situation fiscale à jour ; **4. 12.5% de l'Etat à régulariser.**	Code Minier de 2018 : Articles 161, 164 et 209	**Maintien**
14 Autorisations		**5 Sociétés**	**Carrières artisanales: 05** **Carrières industrielles: 09**		

TABLEAU 4 : ACTES EXPIRES

AUTORISATION D'EXPLOITATION DE CARRIERE ARTISANALE					
Nombre d'Acte	**Province**	**Société**	**Références/Situation**	**Textes appliqués**	**Proposition du Comité**
2 Arrêtés	N'DJAMENA BILALA (Batha) NIERGUI (Guéra)	**ARAB CONTRACTORS**	Arrêté N°122/2023 et N°123/2023	Code Minier de 2018 Article 138	**Notifier la société de l'expiration de l'acte**
14 Arrêtés	Batha, MKE, Laï, Laï(Tandjilé) Koyom (MKE) Ati (Batha) Boutalfil (Hadjer Lamis) Boutalfil (Hadjer Lamis) Eref (Guéra) Abgué(Salamat) Aboudéia(Salamat) Ati (Batha) Birni(Batha) Afrouk (Hadjer Lamis) Boutalfil(Hadjer Lamis)	**CGCOC-GROUP**	Arrêté N° 024/2023 ; N°031/2023 ; N°052/2023 ; N°053/2023 ; N°062/2023 ; N°115/2023 ; N°132/2023 ; N°141/2023 ; N°142/2023 ; N°143/2023 ; N°153/2023 N°154/2023 ; N°159/2023 ; N°160/2023	Code Minier de 2018 : Article 138	**Notifier la société de l'expiration de l'acte**
2 Arrêtés	Doba(Logone Or.) Boutalfil (Hadjer Lamis)	**SOGEA SATOM**	Arrêtés N°151 du 22/11/2023, 1an, 1 Ha et N°152 du 22/11/2023, 1an, 1 Ha	Code Minier de 2018 : Article 138	**Notifier la société de l'expiration de l'acte**
1 Arrêté	Ambing(Hadjer Lamis)	**SANI § BARKA**	Arrêté N°080 du 05/06/2023	Code Minier de 2018 : Article 138	**Notifier la société de l'expiration de l'acte**
18 Arrêtés	Gam Kouno Miltou Déressia	**CNPCIC**	Arrêtés N°151 du 22/11/2023, 1an, 1 Ha N°152 du 22/11/2023, 1an, 1 Ha N°028 du 16/03/2023, 1an, 1 Ha N°029 du 16/03/2023, 1an, 1 Ha	Code Minier de 2018 : Article 138	**Notifier la société de l'expiration de l'acte**

	Guidari Madana Gourgara/Mogo Daha(Salamat) Singako(Moyen-Chari) Kouno(Chari-Baguirmi) Haraze (Salamat) Haraze (Salamat) Kouno (Chari-Baguirmi) Mogo (Chari-Baguirmi) Kouno (Chari-Baguirmi) Mogo (Chari-Baguirmi) Haraze (Salamat) Ba-Illi (Chari-Baguirmi)		N° 030 du 17/03/2023, 1an, 1 Ha N° 056 du 27/04/2023, 1an, 1 Ha N° 057 du 27/04/2023, 1an, 1 Ha N° 058 du 27/04/2023, 1an, 1 Ha N° 059 du 27/04/2023, 1an, 1 Ha N°082 du 06/06/2023, 1an, 1 Ha N°083 du 06/06/2023, 1an, 1 Ha N°084 du 06/06/2023, 1an, 1 Ha N° 085 du 06/06/2023, 1an, 1 Ha N° 086 du 06/06/2023, 1an, 1 Ha N°116 du 14/08/2023, 1an, 1 Ha N°117du 14 /08 /2023, 1an, 1 Ha N°119 du 15/08/2023, 1an, 1 Ha N°148 du 25/10/2023, 1an, 1 Ha		
4 Arrêtés	Saar-Goyen (Logone Oc.) Bénoye (Logone Oc.) Mballa (Logone Oc.) Saar-Goyen (Logone Oc.)	**OPIC AFRIQUE**	Arrêtés N°144/2023 pour 2 carrières ; N°145/2023 pour 2 carrières ; N°146/2023 pour 1 carrière et N°161/2023 pour 2 carrières	Code Minier de 2018 : Article 138	**Notifier la société de l'expiration de l'acte**

AUTORISATION D'EXPLOITATION INDUSTREILLE DE CARRIERE PERMANENTE

Nombre d'Acte	Province	Société	Références et Situation	Textes appliqués	Proposition du Comité
1 Arrêté	**Mayo Kébbi Est**	**CGCOC-GROUP**	Arrêté N° 012/2021 du 28/06/2021 ; 2 ans ; 8.3 ha	Code Minier de 2018 : Article 157	**Notifier la société de l'expiration de l'acte**
1 Arrêté	**Borkou**	**STAM**	Arrêté N°69/2019 du 08/05/2013 ; 5 ans, 20 ha	Code Minier de 2018 : Article 157	**Notifier la société de l'expiration de l'acte**
1 Arrêté	**Bourkia**	**GOLD TCHAD**	Arrêtés N°123 du 01/08/2019 expiré le 01/08/2024	Code Minier de 2018 : Article 157	**Notifier la société de l'expiration de l'acte**

1 Arrêté	Karal	SCHL	Convention du 14/09/2015 et expirée le 14/09/2020	Code Minier de 2018 : Article 157	Notifier la société de l'expiration de l'acte
1 Arrêté	Ngoura	ETEP	Arrêté N°025 du 29/07/2016 expiré le 28/07/2021	Code Minier de 2018 : Article 157	Notifier la société de l'expiration de l'acte
1 Arrêté	Ngoura	ILAF	Arrêté N°077 du 30/04/2018 expiré le 29/04/2023	Code Minier de 2018 : Article 157	Notifier la société de l'expiration de l'acte
1 Arrêté	Ngoura	S3C	Arrêté N°168 du 22/11/2019 expire le 22/11/2024	Code Minier de 2018 : Article 157	Notifier la société de l'expiration de l'acte
1 Arrêté	Mayo Kébbi Ouest	SONACIM	Arrêté du 20/01/2015 expiré le 20/01/2020	Code Minier de 2018 : Article 157	Notifier la société de l'expiration de l'acte
1 Arrêté	Goz Beida	SOCIETE D'EXPLORATION ET D'EXPLOITATION LA PANGEE	Arrêté N°010 du 07/01/2022, 2 ans, 329,6 Ha	Code Minier de 2018 : Article 157	Notifier la société de l'expiration de l'acte
50 Autorisations		**14 Sociétés**	**Carrières artisanales: 41** **Carrières industrielles: 09**		

Récapitulatif des actes et mesures proposées : 86 actes répartis comme suit :

Par type de carrières :

- **Cinquante-cinq (56) autorisations d'exploitation de carrières artisanales ;**
- **Vingt-neuf (30) autorisations d'exploitation industrielles de carrières permanentes.**

Par Mesures proposées :

- **Retrait** : **10 actes pour 4 sociétés**
- **Mise en demeure** : **12 actes pour 7 sociétés**
- **Maintien** : **14 actes pour 5 sociétés**
- **Expire** : **50 actes pour 14 sociétés**

Pour les Rapporteurs du Comité
La Rapporteure Générale

KHADIDJA HASSANE ABOULAYE

Pour le Président du Comité

L'Inspecteur General

MAHAMAT ADEF ADAM

ANNEXE 6 : ETAT DES VERSEMENTS BANCAIRES EFFECTUES DURANT LA PERIODE DU CONTRÔLE

frais de formation	appui institutionnel	frais de bornage	taxe ad valorem	Droit fixe	taxe superficiaire	caution environnementale	TOTAL PAYE
11 000 000	41 000 000	30 000 000	36 490 725	35 278 140	20 767 763	4 400 000	178 936 628

N°	Nom de la société	Type et Numéro Acte	NUMERO ID TRANSACTION	DATE DE PAIEMENT	Frais de formation	Appui institutionnel	Frais de bornage	Taxe ad valorem ou d'Extraction	Droits fixes	Taxe superficiaire	Caution Environnementale	TOTAL PAYE	Observations
	SOCIETES MINIERES												
1	BARKA CONSTRUCTION EQUIPEMENT (BCE)	1 permis de recherche, acte N° 051/2024	UBA/TD3730, UBA/TD3706, UBA/TD3741	23/09/2024	6 000 000	7 000 000	750 000					13 750 000	Bulletin de liquidation N° 003, montant total de 25 750 000 fcfa, reste à payer : frais de formation 4 000 000 fcfa, appui institutionnel 8000 000 fcfa
2	SOCIETE OIL TCHAD	autorisations d'exploitation semi industrielle, N ° 105/2019, N°	BHT/V00297586	23/09/2024			750 000		785 600		200 000	1 735 600	Bulletin de liquidation N° 002, montant total de 1 735 600 fcfa,
		autorisations d'exploitation semi industrielle N° 106/2019	UBA/TD4023	26/09/2024			750 000				200 000	950 000	soldé, Bulletin de liquidation N° 019, montant total de 950 000 fcfa,
3	SOCIETE GUENGUET SARL	autorisation de prospection N°090/2023 Tibesti Expirée. Bulletin deliquidation N° 020	UBA/TD3913, UBA/TD5691	04/10/2024, 30/09/2024			750 000		113 100			863 100	
4	SOCIETE HAOU SARL	1autorisation d'exploitation artisanale semi- mecanisées 067/2021, Wadi	UBA/TD4786	30/09/2024			750 000		40 000		400 000	1 190 000	soldé, Bulletin de liquidation N° 032, montant total de 1 190 000 fcfa,
		1autorisation d'exploitation artisanale semi- mecanisées 068/2021, Wadi saala, Ennedi Ouest	UBA/TD4746	30/09/2024			750 000		40 000		400 000	1 190 000	Bulletin de liquidation N° 033, montant total de 3 815 000 fcfa, reste à payer taxe ad valorem : 2 625 000 fcfa
5	SOCIETE STEXPORT	1autorisation d'exploitation artisanale semi- mecanisées 0121/2023, Kouri ,	UBA/TD1873	08/10/2024			750 000				200 000	950 000	Soldé bulletin N°051 , taxe ad valorem payé à Kouri à SONEMIC,
		1autorisation d'exploitation artisanale semi- mecanisées 0120/2023,	UBA/TD1891	08/10/2024			750 000				200 000	950 000	soldé bulletin N°050, taxe ad valorem payé à Kouri à SONEMIC
		1autorisation d'exploitation de rejets 088/2021, Kouri , Tibesti	UBA/TD1823, UBA/TD590	08/10/2024, 16/10/2024			750 000	875 000	192 480		400 000	2 217 480	soldé, bulletin N°049, taxe ad valorem payé à kouri / SONEMIC. Voir copie recu de paiement pour l'année 2023 et 2024
		1 autorisation de prospection d'or N°037/2021, kouri bougoudi, tibesti	UBA/TD3603	21/10/2024			750 000					750 000	Bulletin N° 049 Taxe ad valorem soldé, minimum imposable de 875000 fcfa pour 2022,
			UBA/TD3603	22/10/2024					24 860			24 860	soldé bulletin N° 048,
6	SOCIETE WADI MOURTCHA	2 Autorisationsd'exploitation semi- industrielle, Fada, province de Ennedi Ouest,N°094/2019 et 033/2019	UBA/TD2266	14/10/2024			1 500 000		800 000		400 000	2 700 000	Soldé, bulletin de liquidation N° 067, montant total de 2 700 000 fcfa
7	SOCIETE ABOU AMMAR	2 autorisations de prospection N° 024/2021 et N°025/2021, Gabil,province du Guéra	UBA/TD235	14/10/2024			1 500 000		246 300			1 746 300	SOldé, bulletin de liquidation N° 030, montant total de 1 746 300 fcfa
8	SOCIETE ALASKA GOLD	1 Autorisation d'exploitation semi- industrielle N° 007/2016 avec deux sites, Wadi saala, Ennedi Ouest	UBA/TD6034, UBA/TD6041, UBA/TD6011	14/10/2024			750 000	8 750 000	774 400			10 274 400	Soldé, Bulletin N° 014, Montant de 11 024400 fcfa et justification du paiement de de bornage du site 1 de 750 000 fcfa, TR0106596
9	SOCOTRAM	Autorisation d'exploitation semi-mécanisée N° 0125/2022 et N°0126/2022, mourtcha, Ennedi Ouest	UBA/TD4619	03/10/2024			1 500 000				400 000	1 900 000	bulletin de liquidation N°039, reste à payer taxe ad valorem 1750000 fcfa, taxe superficiaire 150800 fcfa
10	SOCIETE ECRBR	Autorisation d'exploitation semi- . Ennedi Ouest mécanisée N° 026/2021 et N°027/2021mourtcha	UBA/TD4630	03/10/2024			1 500 000	875 000		565 000		2 940 000	Bulletin de liquidation N°040 montant total 5880000 fcfa, reste à payer: 2940000 fcfa

11	ENTREPRISE MANNA	Autorisation d'exploitation semi-mécanisée N° 078/2021 et N°079/2021,mourtcha, Ennedi Oues	UBA/TD548	04/10/2024			1 500 000	1 000 000				2 500 000	Bulletin de liquidation N°040 montant total 7 230 000 fcfa, 1 versement de taxe ad valorem 2023 au N°0095538 d'un montant de 500 000fcfa chez regisseur de recett e pour les deux sites , reste à payer: 2 900 000 fcfa
12	SOCIETE P-BC	2 Autorisation d"exploitation semi- industrielle N°039/2019 et N°040/2019	UBA/TD5565	16/10/2024				1 000 000				1 000 000	Bulletin de liquidation N°029 d'un montant de 3 072 600 , Reste à payer 2 072 600 fcfa
13	SOCIETE AL-KON	2 Autorisation d"exploitation semi- industrielle N°038/2019 et N°039/2019	UBA/TD5570	16/10/2024				1 000 000				1 000 000	Bulletin de liquidation N°013 d'un montant de 3 894 860 fcfa , Reste à payer 2 894 860 fcfa
14	SOCIETE AL-IMMAN	2 Autorisation d"exploitation semi- industrielle N°060/2019 et N°061/2019	UBA/TD5567	16/10/2024				1 000 000				1 000 000	Bulletin de liquidation N°013 d'un montant de 7 645 000 fcfa , Reste à payer 6 645 000 fcfa
15	DAWNE	Autorisation d'exploitation de rejets N°015/2022kouri bougoudi ,Tibesti	UBA/TD1379, UBA/TD1444, UBA/TD2862, UBA/TD1398	23/10/2023			750 000	875 000	66 000		200 000	1 891 000	soldé,Bulletin de liquidation N°012 taxe ad valorem de 2023 et 2024 soldé à la SONEMIC
		Autorisation d'exploitation semi-mécanisée N° 061/2021, kouri bougoudi ,Tibesti	UBA/TD1293, UBA/TD2426, UBA/TD1332	23/10/2023			750 000	875 000			200 000	1 825 000	soldé, Bulletin de liquidation N°012 taxe ad valorem de 2023 et 2024 soldé à la SONEMIC
16	EX-BIANCO	1 Permis d'exploitation industriel N°031/2024, wadi saala, Ennedi-Ouest	UBA/TD3118, UBA/TD3522	30/10/2024, 23/10/2024	5 000 000	15 000 000						20 000 000	Bulletin de liquidation N° 036, Reste à payer frais de formation 5 000 000 fcfa
		1 Permis d'exploitation industriel N°030/2024, wadi saala, Ennedi-Ouest	UBA/TD3128	23/10/2024		15 000 000						15 000 000	Bulletin de liquidation N° 035,Reste à payer frais de formation 10 000 000 fcfa
17	SOCIETE TETI	2 Autorisations d'exploitation semi- mécanisée N° 039/2023 et N°040/2023, Ennedi- Ouest	UBA/TD4498	28/10/2024							800 000	800 000	Soldé, bulletin de liquidation N° 064, montant total de 800 000 fcfa
		2 Autorisations d'exploitation semi- mécanisée N° 055/2020 et N°056/2020, Ennedi- Ouest	UBA/TD4514	28/10/2024			1 500 000		79 600			1 579 600	Bulletin de liquidation N°065, reste à payer taxe ad valorem de 3 500 000 fcfa,
18	SOCIETE HASSASSI SARL	1 permis de recherche d'or N°050/2024, Guéria, Batha	UBA/TD193, UBA/TD2232	30/10/2024, 12/11/2024		4 000 000	750 000					4 750 000	bulletin de liquidation N°98 pour frais de bornage, frais de formation, appui institutionnel montant de 25 750 000fcfa, reste à payer 21 750000 fcfa
19	SOCIETE ABOUSSAFITA	1 autorisation de prospectiond'or Garada, Guera N°005/2023	UBA/TD1361	31/10/2024			750 000		115 800		200 000	1 065 800	Soldé, Bulletin de liquidation de liquidation N°091 d'un montant de 1 065 800 fcfa.
20	SOCIETE BRAVO LEINA	1 Autorisations d'exploitation semi- mécanisée N° 0162/2023, Guéria, Batha	UBA/TD1391	31/10/2024			750 000	875 000			200 000	1 825 000	Soldé, Bulletin de liquidation de liquidation N°079 d'un montant de 1 825 800 fcfa.
21	SOPRIMEX SARL	Acte N°098 site 1 Acte N°128	UBA/TD419	29/10/2024				875 000		100 000		975 000	2 bulletins de liquidation émis d'un montant global de 2 525 000 fcfa. Reste à payer 1 550 000 fcfa
22	ABOURACHID MINING		UBA/TD3547,UBA/TD3570	29/10/2024					2 000 000	1 200 000		3 200 000	quatre bulletins de liquidation émis d'un montant global de 105 810 000 fcfa. Reste à payer 102 610000 fcfa
23	ABOURACHID PETROLE	Acte N°099 site 1	UBA/TD478, UBA/TD401	29/10/2024				875 000		100 000		975 000	trois bulletins de liquidation émis d'un montant global de 2 525 000fcfa. Reste à payer 1 550 000 fcfa
24	SOCIETE AL RAHIM GROUP AL BATHA	Acte N°100	UBA/TD515, UBA/TD438	29/10/2024				875 000		100 000		975 000	deux bulletins de liquidation émis d'un montant global de 2 925 000fcfa. Reste à payer 1 950 000 fcfa

25	SOCIETE IBNI SOSSAL		UBA/TD404, UBA/TD5437	04/11/2024				1 711 650		211 650		1 923 300	la société a payé au total 1 923 300 fcfa. Reste à payer sur quatre bulletins de liquidation n°015, N°016, N°017, N°018 d'une somme de 74 897 910 fcfa
26	SOCIETE AL MOUDJAWARATE	UBA/TD5420	04/11/2024										
27	SOCIETE GAZELLE	1 permis d'exploitation semi industrielle d'or N°010/2020, gozbeida, Sila	UBA/TD1594, UBA/TD2647	07/11/2024			750 000	7 000 000		256 560		256 560	la société a payé 256 560 fcfa, reste à pour deux bulletins de liquidation N°038 et N°37 un montant total de 36 620 470 fcfa
		1 autorisation d'exploitation d'une petite mine d'or N0115/2016, gozbeida, Sila	UBA/TD1651	07/11/2024			750 000					7 750 000	bulletin deliquidation N°0129 montant total 62 000 000 fcfa, Reste à payer 55 000 000 fcfa
		1 autorisation d'exploitation d'une petite mine d'or N009/2018	UBA/TD1612	07/11/2024			750 000					750 000	soldé bulletin de liquidation N°0126 d'un montant de 750 000 fcfa
		1 permis d'exploitation semi industrielle d'or N°013/2020, gozbeida, Sila	UBA/TD2104					7 000 000				750 000	soldé bulletin de liquidation N°0127 d'un montant de 750 000 fcfa
28	SOCIETE DOWSOREMI		UBATD2419	12/11/2024			750 000	29 075		3 345 325		7 000 000	Reste à payer 55 000 000 fcfa
29	SOCIETE AKBAR TUBE		TD3309	12/11/2024				1 000 000				4 124 400	
		TOTAL 1			11 000 000	41 000 000	24 000 000	36 490 725	5 278 140	5 878 535	4 400 000	1 000 000	
	SOCIETES DES CARRIERES											128 047 400	
1	ARAB CONTRACTORS	3 autorisations d'Exploitation Industrielles des Carrières Permanente acte N° 38/2021, N° 39/2021 et N° 77/2022	UBA/ TD4287	07/10/2024			750 000			318 000		1 068 000	
2	SOTEC	1 autorisations d'Exploitation Industrielles des Carrières Permanente Acte N° et Date		Date			750 000			4 953 378		5 703 378	
3	CIMAF	1 autorisations d'Exploitation Industrielles des Carrières Permanente acte N° 070 du 08/06/2022	OV 1500008974 UBA RIB 6000805701 70100500064 49	DATE			750 000		15 000 000			15 750 000	
4	RAZEL	2 autorisations d'Exploitation Industrielles des Carrières Permanente N°147 du 23 oct 2023 et N°062 du 27/05/2024	ODV/RAC/049/09 2024 60008******00023	DATE			750 000					750 000	
5	ROTATIVE	1 autorisations d'Exploitation Industrielles des Carrières Permanente Acte N° et Date	UBA TD4580	DATE					15 000 000			15 000 000	
6	SJC	2 autorisations d'Exploitation Industrielles des Carrières Permanente acte N°002 du 05/01/2023et N°168 du 22/11/2019	UBA TD5357,UBA TD5318, UBA TD5268	Date			1 500 000			829850		2 329 850	
7	TMC	2 autorisations d'Exploitation Industrielles des Carrières Permanente N°102 du 20 /12/2021 et N°141 du 20/07/2020	XXXXXX	DATE			1 500 000			8 788 000		10 288 000	
		TOTAL 2			-	-	6 000 000	-	30 000 000	14 889 228	-	50 889 228	
TOTAL GENERAL = TOTAL 1 + TOTAL 2					11 000 000	41 000 000	30 000 000	36 490 725	35 278 140	20 767 763	4 400 000	178 936 628	